

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA RUPTURE  
DES  
PROMESSES DE MARIAGE

DANS LE DROIT ACTUEL FRANÇAIS ET ÉTRANGER

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mardi 13 mars 1917, à 2 heures 1/2.*

PAR

Anna GRUNSPAN

---

*Président : M. PLANIOL, professeur.*

*Suffragants : { MM. WEISS, professeur.  
WAHL, professeur.*

---

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

---

1917



THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# DE LA RUPTURE

DES

# PROMESSES DE MARIAGE

DANS LE DROIT ACTUEL FRANÇAIS ET ÉTRANGER

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le mardi 13 mars 1917, à 2 h. 1/2*



PAR

Anna GRUNSPAN

---

*Président : M. PLANIOL, professeur.*

*Suffragants : { MM. WEISS, professeur.  
WAHL, professeur.*

---

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

---

1917



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## AVANT-PROPOS

---

Nous avons essayé, dans ce travail, de donner un aperçu général des promesses de mariage ou fiançailles dans le droit actuel en France et à l'étranger.

Notre sujet ne faisant l'objet d'aucun texte de loi, nous en avons étudié tout d'abord les idées de la doctrine et les opinions de la jurisprudence.

Après en avoir dégagé les traits essentiels nous avons cru, étant donné la nature juridique de cette promesse, pouvoir l'assimiler à un contrat et lui attribuer un caractère obligatoire qui, indépendamment de tout intérêt de principe, présenterait pour la victime en cas de rupture quelques avantages pratiques assez appréciables.

Pour appuyer certaines argumentations et pour les éclaircir, nous avons cru devoir rapporter en entier divers arrêts, les plus significatifs pour notre travail, et pour ne pas en charger l'ensemble de la discussion, nous avons préféré les réunir et les classer à la fin des chapitres.

D'autre part, craignant qu'un travail sur notre question, bien que réduite au droit actuel ne présentât une grosse lacune, si l'on ne mentionnait son passé juridique le plus récent, nous avons consacré aux fiançailles dans l'ancien droit quelques pages succinctes, mais suffisantes pour nous permettre de jeter un coup d'œil sur l'évolution accomplie en la matière.

---

## CHAPITRE PREMIER

### EXPOSÉ DES TRAITS ESSENTIELS DE LA DOCTRINE ET DES VUES DE LA JURISPRUDENCE

L'engagement formel et bilatéral pris par deux personnes majeures, de contracter mariage dans un délai fixe ou dans un temps indéterminé peut-il avoir une valeur juridique ?

La promesse certaine et réciproque librement échangée entre futurs époux d'unir leur vie dans un avenir plus ou moins prochain peut-elle avoir un caractère obligatoire ? autrement dit, la promesse de mariage a-t-elle force de contrat ?

La question se pose parce que la loi ne l'a pas prévue ; elle ne s'en occupe pas ; nulle part, ni dans le Code civil, ni dans le Code de procédure, ni dans le Code pénal, la promesse de mariage n'a fait l'objet d'aucun article ; le silence est complet ; mais nous savons pourquoi ce silence ; les préparatifs de la confection du Code nous le disent (1). C'est l'article 340 qui gênait les législateurs ; tiraillés entre le souvenir du passé et

(1) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires au Code civil*, t. V, p. 17.

l'esprit qui avait dicté la loi du 12 brumaire an II, partagés entre le respect traditionnel des fiançailles et les préjugés sur la recherche de la paternité, ils ont hésité d'aborder un sujet dont ils redoutaient la solution, car à moins d'être arbitraire, cette solution devait fatalement porter atteinte, dans quelques cas du moins, à l'article 340. Aussi ont-ils aimé laisser aux tribunaux le soin de décider de la question au fur et à mesure que les faits se présenteraient à eux, et il n'est peut-être pas téméraire de supposer qu'ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que les promesses de mariage fussent régies par les lois générales qui gouvernent nos contrats. Cette supposition nous est d'autant plus facile que rien ne vient la contredire ; au contraire, le silence même de la loi nous y invite. Si, en effet, la loi n'avait pas voulu assimiler la promesse de mariage aux autres contrats, si elle avait voulu qu'elle fût soumise à des lois propres, elle l'eût dit dans un texte formel, et l'eût exclu de la grande famille des conventions par une mention spéciale ; car en vertu du principe essentiel qui domine tout notre droit, tout ce qui n'est pas défendu est permis. Si nous ajoutons à cela la disposition de l'article 1134 « que les conventions légalement faites tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », nous ne voyons pas les raisons primordiales qui empêcheraient la promesse de mariage d'avoir un caractère contractuel. Mais ce n'est là qu'une hypothèse, et telle n'est

pas l'opinion de la doctrine ni de la jurisprudence (1).

« La loi ne leur (aux fiançailles) reconnaît aucune efficacité » (1).

« Toute promesse de mariage est nulle » (2).

D'une manière générale, les auteurs sont unanimes pour déclarer que les promesses de mariage sont nulles, d'une nullité absolue, en ce sens que cette nullité n'affecte pas seulement la promesse elle-même, mais qu'elle atteint également les clauses pénales qui pourraient y avoir été jointes (3).

La promesse de mariage ne peut avoir de caractère obligatoire ni de valeur juridique, nous dit-on, parce que c'est un contrat inexistant, reposant sur une cause illicite, contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, qu'elle est de nature à entraver la liberté des contractants qui doit être absolue dans le mariage.

Reconnaître ces promesses valables, ce serait dire que la contrainte peut décider d'une union ; car, dit Marcadé (4), « c'est au moment même de la célébration du

(1) Cass., 7 mai 1836, S. 36.1.574 ; 30 mai 1838, S. 38.1.494 ; Cour de Douai, 3 décembre 1853, S. 54.2.193.

(2) Marcadé, *Explication du Code civil*, t. I, n° 567.

(3) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 5<sup>e</sup> édit., t. I, n° 789 ; t. II, n° 1109, p. 375.

(4) Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, t. I, p. 441-442 ; Sourdat, *Traité de la responsabilité*, t. I, n° 446 bis ; Glasson, *Du consentement des époux au mariage*, p. 96 ; Demolombe, *Cours de Code civil*, t. III, n° 28 et 31 ; Laurent, *Principes du droit civil*, t. II, n° 308 ; Vazeilles, *Mariage*, t. I, n° 145-152 ; Aubry et

mariage qu'il faut exiger le consentement libre des parties et tant que le mariage n'est pas contracté, les futurs époux doivent rester maîtres de consentir ou de ne consentir pas » (1).

Ainsi, la promesse de mariage est juridiquement nulle, car elle ne saurait être qu'un contrat illicite, parce que contraire à l'ordre public, et contraire à l'ordre public parce que portant atteinte à la liberté absolue du mariage.

Est-ce à dire, de ce qu'une promesse de mariage est juridiquement inexistante, que les ruptures de la promesse de mariage ne puissent jamais donner lieu à une action en justice ; de ce qu'une promesse de mariage n'a pas de caractère obligatoire, est-ce à dire que l'auteur d'une rupture de promesse ne soit jamais civilement responsable de son dédit ?

La doctrine et la jurisprudence distinguent entre les ruptures qui n'ont pour mobile qu'un pur caprice ou une lassitude injustifiée et les ruptures fondées sur des raisons sérieuses et des motifs graves : elles distinguent entre la rupture déterminée par la faute de l'auteur et l'inexécution du mariage motivée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'agent ; elles distinguent en outre entre la faute dommageable et la faute contractuelle et la jurisprudence condamne, non pas pour

Rau, 4<sup>e</sup> édit., t. V, § 454, texte et note 26, p. 33 ; Duranton, *Cours de droit français*, t. II, n<sup>o</sup> 187 ; t. X, n<sup>os</sup> 319 et 369 ; t. XI, n<sup>o</sup> 329.

(1) Marcadé, *Explication du Code civil*, t. I, n<sup>o</sup> 567.

inexécution de la promesse de mariage, puisque cette promesse est juridiquement inexistante, mais pour délit ou quasi-délict civil, consistant dans une fraude, une négligence ou même une simple légèreté ayant causé préjudice à l'autre partie (1).

L'arrêt du 30 mai 1838 et l'arrêt du 16 janvier 1877, méritent de retenir notre attention.

« Attendu », dit l'arrêt du 30 mai 1838, « que l'arrêt attaqué en décidant que toute promesse de mariage est nulle en soi comme portant atteinte à la liberté illimitée qui doit exister dans les mariages, n'a fait que proclamer un principe d'ordre public et qui soit avant, soit depuis la promulgation du Code civil, a toujours été consacré par la jurisprudence ;

« Attendu que, sans porter atteinte à ce principe, l'arrêt attaqué a pu décider que l'inexécution de semblables promesses pouvait dans certaines circonstances donner lieu à des actions en dommages-intérêts lorsque cette inexécution avait causé un préjudice réel, parce que dans ce cas l'action en dommages-intérêts

(1) Vidal, *Des moyens efficaces pour protéger les fiancés contre leur propre fraude*, p. 55 ; Laurent, *Principes du droit civil*, supplément par Gaussen, Servais, Leclercq, t. I, n° 363 ; *Principes du droit civil*, t. II, n° 309 ; Aubry et Rau, IV<sup>e</sup> éd., t. VI, p. 191, § 569, texte et note 9 ; Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, 5<sup>e</sup> édit., t. I, n° 662 ; Planiol, 5<sup>e</sup> édit., t. I, n° 789, p. 269 ; Cass., 30 mai 1838, S. 38.1.492, déjà cité ; 16 janvier 1877, *J. Pal.*, 1877, p. 404 ; 12 novembre 1901, *J. Pal.*, 1902.1.237 ; C. Paris, 27 décembre 1905, *J. Pal.*, 1906.2.239 ; Rennes, 18 juillet 1906, D. 1907.2.70.

ne prend pas sa source dans la validité de la promesse de mariage, mais dans le fait du préjudice causé et dans l'obligation imposée par la loi à celui qui en est l'auteur de le réparer »....,

Et l'arrêt du 16 janvier 1877, Rapport de M. le conseiller Onofrio :

« Dans les préliminaires obligés de tout mariage, peut-il être commis par l'une des parties une faute qui engage sa responsabilité quand d'ailleurs la rupture de la promesse cause à l'autre un préjudice ; si la faute est possible, on se trouve en présence de l'article 1382 auquel nous ne connaissons pas d'exception relative au mariage, pas plus dans le titre qui règle ce contrat que dans aucun autre ;

« Or la possibilité d'une faute dans les préliminaires du mariage ou dans la rupture du projet, qui pourrait en douter ? En premier lieu, la promesse peut avoir été *frauduleuse, faite sans intention de la tenir pour se jouer de la personne* à qui elle est faite ; peut-on refuser de voir dans cette promesse même une faute plus ou moins coupable selon les circonstances ? On ne répond pas dans notre droit seulement de sa faute, on répond aussi de son imprudence ; on répond d'un acte qui accompli sans intention de nuire mais avec légèreté, sans souci du mal qui peut en résulter pour autrui, a occasionné ce mal ; ainsi la promesse a été faite sans ré-

flexion, avec une légèreté qu'on ne pouvait soupçonner dans celui qui en est l'auteur....

« Puis quand des préparatifs ont été faits des deux parts, la promesse est rompue brusquement sans motifs avec la même légèreté qu'au jour où elle a été faite. Prétendrait-on qu'il n'y a pas dans cette promesse même et la rupture la faute de l'article 1382 ;

« ..... Admettons, dit le pourvoi, qu'il y ait faute de la part de celui qui a, sans motifs, manqué à sa promesse ; c'est une faute qui ne peut entraîner une responsabilité pécuniaire ; le principe de la liberté du mariage y fait obstacle ;

« Les promesses de mariage laissent les promettants absolument libres en ce sens qu'ils ne peuvent être contraints au mariage promis même indirectement par des dédits ou des indemnités convenus ; mais ils ne sont pas libres de se jouer l'un de l'autre par des promesses fallacieuses ou faites ou rompues sans réflexion ; l'un d'eux ne peut prétendre *engager l'autre en ne s'engageant pas lui-même*, ..... ni la loi ni les mœurs ne sont intéressés à une pareille liberté... ;

« ..... Est-il vrai que lorsqu'il s'agit de mariage on puisse, comme le dit le pourvoi, *user de son droit en manquant à son devoir* ; c'est là une dérogation trop grave à une grande règle de morale à elle-même qui est écrite dans l'article 1382 pour qu'on puisse la sous-entendre dans des textes qui ne disent rien de semblable. »

Et l'arrêt sur ces motifs, rejette le pourvoi, trouve juridique l'application de l'article 1382 faite par la Cour de Lyon le 10 mars 1876, qui elle-même avait confirmé un jugement du Tribunal civil de Lyon du 28 mai 1875 condamnant l'auteur d'une rupture de promesse de mariage faite sans raisons, à la réparation pécuniaire du préjudice souffert par la victime.

Si nous analysons ces deux arrêts, qui à des époques différentes ont servi de base à toute la juridiction postérieure en cette matière, nous trouvons que la promesse de mariage, bien que nulle en soi, peut donner lieu dans bien des cas à une action en dommages-intérêts.

Quand la promesse elle-même a été faite simplement dans le but de se jouer de la personne et de l'induire en erreur, on se trouve en présence d'un véritable abus de confiance, d'un délit qui engage la responsabilité de l'agent ; même quand, sans intention de nuire, une des parties donne sa parole à la légère sans réfléchir, puis la retire brusquement, par pur caprice, elle commet une imprudence dont elle doit encore répondre. Dans l'un et l'autre cas toutefois, qu'il s'agisse d'une faute ou délit, d'une imprudence ou quasi-délit, l'action en justice ne saurait être motivée que s'il y a un préjudice souffert, un dommage à réparer et qu'ils constituent des cas prévus par l'article 1382 (1).

(1) Voir l'arrêt du 30 mai 1838, déjà cité ; Cour de Caen.

Ainsi, pour que la rupture d'une promesse de mariage présente un intérêt juridique, il faut qu'elle soit imputable à l'auteur de la rupture, qu'il y ait faute ou tout au moins imprudence de sa part, et que cette faute ait causé un dommage.

Mais qu'est-ce que la faute ? quels sont les éléments constitutifs d'un délit civil et quand il y a-t-il dommage ?

Selon les principes communément admis, être en faute c'est ne pas agir conformément à son devoir ; c'est faire ce qu'on ne devrait pas faire et ne pas faire ce qu'on devrait faire, et comme nos actes ont fatalement des conséquences, être en faute c'est aussi causer à autrui un préjudice, qui avec de la bonne volonté, de l'attention et des précautions on aurait pu éviter.

Au point de vue juridique, la conception de la faute n'est pas sensiblement différente, bien qu'autrement établie : « Quand on dit qu'un homme a commis une faute, chacun comprend ce que cela veut dire : cela signifie que cet homme ne s'est pas conduit comme il aurait dû se conduire, qu'il n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire... ; pour éviter de nuire à autrui, l'homme doit se comporter comme le fait l'individu non seulement doté

24 avril et 6 juin 1850, *J. Pal.*, 1852.2.536 ; Cass., 12 novembre 1901, D. 1902.1.46 ; Rennes, 18 juillet 1906, D. 1906.2.71 ; de même Planiol, 3-4<sup>e</sup> édit., n° 107 et t. I, 5<sup>e</sup> éd., 788 et 789 ; Sirey, art. *Mariage*, *Répertoire général du droit français*, n°s 40 et suiv., 51 et 61 ; Demolombe, t. I, n°s 28 et suiv. ; Bédarride, *Traité du dol et de la fraude*, t. III, n° 1352.

d'une diligence moyenne, mais encore doué de prudence et d'attention, autrement l'auteur du préjudice est en faute » (1).

Nous sommes donc en faute juridiquement selon quelques auteurs, toutes les fois que nous avons lésé autrui, et que nous l'avons lésé toutes les fois que nous n'avons pas été assez diligents pour l'éviter.

L'imprudence, la négligence sont donc des éléments de la faute et le préjudice en est la conséquence fatale.

Non, nous enseigne M. Planiol, le préjudice n'est pas nécessairement lié à la faute ; le dommage est la condition nécessaire pour motiver une action en justice, il ne peut y avoir lieu à une réparation pécuniaire s'il n'y a pas de droit lésé, mais le dommage n'est pas indissolublement attaché à la faute.

La faute, c'est un acte illicite, c'est la contravention à une obligation préexistante ; sans cette obligation nos droits ne seraient, dit M. Planiol, « que des intérêts exposés à toutes les atteintes (2) », et si nous comprenons bien la pensée de M. Planiol, cette obligation antérieure qu'il formule sous la double règle « défense d'être malhonnête, défense d'être maladroit », serait positive et concrète dans les conventions, prohibitive et absolue dans les obligations légales, implicite enfin,

(1) Voir Colin et Capitant, *Droit civil français*, t. II, p. 366.

(2) Du fondement de la responsabilité, *Revue critique*, 1905, p. 287.

sous-entendue et abstraite dans la constitution générale de l'organisme social.

Ce qui fait la faute ce n'est pas l'acte dommageable, c'est l'acte illicite ; le dommage est bien la conséquence de la faute et la faute détermine généralement un préjudice, mais ni le dommage ni le préjudice ne sont de l'essence même de la faute, la faute consiste essentiellement dans « le manquement à une obligation antérieure qui se résume dans un principe universel : « défense d'être malhonnête » (1).

Mais la faute ne peut-elle pas être autre chose qu'un acte illicite, ne peut-on pas, dans l'exercice même de son droit, nuire à autrui et le léser ?

Bien que l'exercice d'un droit reconnu par la loi, qu'on ait prévu ou non le dommage, ne saurait constituer une faute au sens de l'article 1382 et bien qu'on dise couramment que celui qui use de son droit ne lèse personne, *Neminem lædit qui suo jure utitur*, alors même que le tiers en souffrirait, toutefois, selon M. Saleilles, ce droit doit trouver des limites à la frontière des droits parallèles qui appartiennent aux autres, car le principe du droit d'exercer son droit vient se heurter contre le principe supérieur de la solidarité sociale (2), et « c'est ainsi », dit M. Saleilles, « qu'on a été

(1) Planiol, *Droit civil*, t. II, 5<sup>e</sup> éd., n° 863, avec renvoi à Aubry et Rau, t. IV, § 444, note 1 ; Demolombe, t. XXXI, n° 479.

(2) Extrait du *Bulletin de la Société d'études législatives*, l'abus du droit, 1905, p. 7.

conduit d'ajouter à l'article 1382 une condition non spécifiée par le texte, à savoir que l'acte dommageable constitutif de responsabilité à raison de la faute de son auteur, ne pouvait être qu'un *acte ne rentrant pas dans l'usage ou dans l'exercice d'un droit spécial reconnu par la loi...*, et c'est pourquoi la jurisprudence trouve dans le principe général de l'article 1382 l'idée même de la limitation des droits positifs ».

Dépasser ce cadre, ce n'est plus exercer son droit, ce n'est plus en user, c'est en abuser, selon M. Saleilles, car ce n'est plus le poursuivre dans un intérêt légitime, mais dans le but exclusif de nuire à autrui (1).

La faute serait ici encore un acte illicite, puisqu'elle est l'acte qui ne rentre pas dans l'exercice d'un droit spécial reconnu par la loi, et l'abus du droit ne serait **autre chose qu'un délit**, car le délit, c'est bien la faute voulue, la faute commise avec l'**intention** bien arrêtée de nuire.

M. Planiol ne considère pas l'abus du droit comme une réalité juridique, c'est une logomachie ; du moment qu'on use de son droit on n'en abuse pas ; si l'on en abuse, c'est qu'on n'en use pas. Abuser de son droit, c'est sortir de son droit, c'est en dépasser le contenu juridique, « un droit dont on abuse n'est pas autre chose qu'une faculté qui n'est plus comprise dans le droit que l'on prétend avoir » (2).

(1) Voir Saleilles, *opuscule déjà cité*, p. 21 et suiv.

(2) Planiol, t. II, n<sup>os</sup> 908 et 909.

Théoriquement, tout acte qui est permis est licite ; et quand en exerçant son droit on lèse autrui, ce n'est en somme pas le droit d'autrui qu'on lèse, mais son intérêt ; d'où le dommage. C'est pourquoi on ne saurait admettre des droits qui n'aient ni contrepoids ni limites ; la réalisation en est pratiquement impossible.

« Où tout le monde peut faire tout ce qu'il veut », dit Bossuet (1), « nul ne fait ce qu'il veut ; où il n'y a pas de maître tout le monde est maître, où tout le monde est maître, tout le monde est esclave », et avec Bossuet, Pascal (2) remarque « que c'est une plaisante chose à considérer de ce qu'il y a des gens dans le monde qui ayant renoncé à toutes les lois de Dieu et de la nature, s'en sont faits à eux-mêmes auxquelles ils obéissent exactement, par exemple les voleurs ».

Montesquieu et Kant trouvent que la liberté se confond avec le droit et le droit avec le devoir.

« Agis de telle sorte que l'usage de ta liberté puisse s'accorder avec celle des autres suivant une loi générale de liberté » (3).

D'ailleurs, philosophiquement, y a-t-il une différence entre le devoir et le droit ? Le devoir abstrait devient une loi concrète quand il est si évident qu'il finit par

(1) *Politique tirée de l'Ecriture sainte*, t. I, art. III, proposition IV.

(2) *Pensées*, I, 9.49.

(3) *Principe métaphysique du droit*.

s'imposer à tous ; le législateur s'en empare et le sanctionne.

Quelle que soit d'ailleurs la conception qu'on a de la faute, c'est toujours l'acte qu'on n'aurait pas dû commettre, l'acte implicitement défendu : si à cet acte illícite vient s'ajouter l'élément intentionnel de nuire et de porter préjudice à autrui, la faute est délictuelle et elle constitue le délit civil.

Quand la jurisprudence invoque la faute, c'est donc à une des notions analysées que nous allons avoir recours, car elle ne la définit pas et la loi elle-même n'en parle que dans les articles 1382, 1383 où d'ailleurs la faute n'est mentionnée que pour la précision du texte.

Si nous reprenons maintenant l'arrêt du 16 janvier 1877, nous verrons que la jurisprudence assimile la faute au délit civil : « On ne répond pas, dit le rapport, dans notre droit seulement de sa faute, on répond aussi de son imprudence, on répond d'un acte qui est accompli sans intention de nuire... » ; et le rapport dit ceci après avoir en quelque sorte défini la faute, mais sans préciser, puisqu'il dit : « En premier lieu, la promesse peut avoir été frauduleuse, faite sans intention de la tenir, pour se jouer de la personne à qui elle est faite ».

Mais qu'il y ait ou non fraude, qu'il y ait ou non intention de nuire, ce qui importe pour la condamnation dans la rupture de cette promesse, « c'est le mal occasionné », le dommage à réparer.

La doctrine et la jurisprudence varient d'opinion quant à la manière d'envisager le dommage. Ne faut-il tenir compte que du dommage matériel (1) ou bien y a-t-il lieu de s'inquiéter aussi du préjudice moral ?

M. Glasson (2) trouve que la condamnation à des dommages-intérêts doit être une question de fait et que ces dommages sont dus aussi bien pour le préjudice matériel que pour le préjudice moral qu'on éprouve. La distinction, selon lui, est tout à fait arbitraire et aussi contraire au texte qu'à l'esprit de l'article 1382. Mais M. Meynial (3) est plutôt d'avis que les dommages-intérêts ne doivent servir qu'à reconstituer la valeur pécuniaire dont le patrimoine a été diminué. Toutefois on est plus ou moins dans le doute quand il y a préjudice moral, et la plupart des auteurs voudraient qu'on ne tînt pas compte des froissements d'amour-propre, etc... ; tout au plus les atteintes portées à l'honneur et

(1) Les arrêts font entrer dans le dommage matériel les frais de déplacement, les frais d'installation et aussi la perte d'une situation ; non point d'une situation manquée, mais d'une situation qu'on a été forcé d'abandonner en vue du mariage projeté : c'est « le *damnum emergens* » qui constitue un des éléments du préjudice matériel : Lyon, 14 décembre 1832, D, 34.2.10 ; Nîmes, 25 janvier 1839, S. 39.1.177 ; Paris, 16 décembre 1874, S. 75.2.112 ; Lyon, 5 février 1913, *Gaz. Pal.*, 1913.1.473.

(2) Glasson, *Opuscule déjà cité*.

(3) Meynial, *De la sanction civile des obligations de faire ou de ne pas faire*, p. 58 et 59 ; *Revue pratique*, 1889. — Voir aussi Demolombe, *Cours du Code civil*, t. I, p. 127, et t. III, n° 30 ; Duranton, *Cours du droit français*, t. X, n° 321.

à la réputation pourraient-elles être considérées comme un des éléments constitutifs du préjudice moral.

Un arrêt de la Cour de Grenoble et un arrêt de la Cour de Toulouse ont même, en cas de grossesse, jugé qu'il n'y avait pas de préjudice (1) moral. D'autres arrêts, et les plus nombreux, condamnent en cas de préjudice moral réel, c'est-à-dire en cas de dommage moral appréciable en argent (2). Quelques-uns considèrent le préjudice moral proprement dit, quand l'honneur et la réputation sont atteints (3).

Toutefois, pour que le dommage puisse être réparé, il faut qu'il soit prouvé ; il ne suffit pas, en effet, d'avoir souffert un préjudice, il faut apporter des preuves du « mal occasionné » par la rupture de la promesse.

Si la promesse de mariage était un contrat ou du moins si elle était considérée comme telle, la victime de la rupture n'aurait qu'à prouver l'inexécution du contrat ; mais la promesse de mariage étant nulle et la rupture étant assimilée à une faute délictuelle, la victime doit prouver non seulement la promesse et le délit,

(1) Grenoble, 18 mars 1864, S. 65.2.169 ; Cour de Toulouse, 13 mai 1842, *Rép. gén. Dall.*, § 89, p. 182.

(2) Arrêt de la Cour de Caen, 6 juin et 24 avril 1850, *J. Pal.*, 1852. 2.536.

(3) Cass., 16 janvier 1877, arrêt déjà cité ; Trib. d'Oran, 7 mai 1894, *Gaz. Pal.*, 1894.2.326 ; Cour Bordeaux, 8 mai 1900, *Gaz. Pal.*, 1902.1.46 ; Dijon, 7 décembre 1904, *Gaz. Trib.*, 1905, 2<sup>e</sup> sem., 2.254 ; Lyon, 5 février 1913, *J. Pal.*, 1913.3.473.

mais encore et surtout le dommage dont elle réclame réparation.

Il semblerait dès lors que tous les moyens de preuve puissent être admis, puisqu'il s'agit en somme de prouver un fait.

C'est l'avis de certains auteurs (1) ; d'autres (2) n'admettent la preuve testimoniale que lorsqu'il y a déjà un commencement de preuve par écrit et des arrêts (3) ont été jusqu'à faire, pour le besoin de la cause, de la promesse de mariage un fait juridique pour exiger, conformément à l'article 1341, la preuve par écrit.

Nous verrons dans le chapitre suivant que c'est supprimer dans la pratique toute action en dommages-intérêts que d'exiger la preuve par écrit de la promesse de mariage, car il n'est ni dans les habitudes sociales, ni dans l'ordre des choses de se faire délivrer de ces sortes de quittances, et il semblerait qu'il serait assez facile pour les tribunaux d'agir dans ces circonstances comme on le fait généralement pour tout engagement d'honneur.

D'ailleurs la preuve par écrit exigée dans les pro-

(1) Demolombe, t. III, n° 33, p. 53 ; Glasson, *Opusculé cité*, n° 101, p. 160.

(2) Laurent, *Principes du droit civil*, t. 2, n° 310.

(3) Cass., 10 février 1909, D. 1909.1.157 ; Trib. Carcassonne, 15 février 1888, *Gaz. Pal.*, 1888.2, *Supp.* 30, preuve par tous les moyens ; Trib. Ruffec, 8 mai 1902, *Gaz. Pal.*, 1902.1.824 ; Trib. Toulouse, 1<sup>er</sup> février 1902, *Gaz. Trib.*, 7 août 1912, commencement de preuve par écrit.

messes de mariage est une survivance de l'ancien droit ; mais à cette époque cette idée était fondée puisque la promesse de mariage était une institution juridique ; garder l'une tout en supprimant l'autre ne nous paraît pas d'une logique bien rigoureuse.

## CHAPITRE II

### ARTICLE 1382 ET ARTICLE 1142

Si nous résumons maintenant la pensée de la doctrine et les décisions de la jurisprudence, nous trouvons que la promesse de mariage, bien qu'inexistante au point de vue juridique, a son intérêt pratique, vu que la rupture d'une telle promesse motive assez fréquemment une action en dommages-intérêts.

Cette action ne prend pas sa source dans la promesse même, la promesse étant nulle ; elle la prend dans un fait postérieur, à savoir, dans le dommage réalisé par la rupture au cas où ce dommage a été causé par la faute de l'auteur de la rupture (1) ou par un simple caprice de sa part ; si au contraire le projet de mariage prend fin à la suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'agent, si la rupture est déterminée par des motifs graves qui ne peuvent engager sa responsabilité soit parce que ces causes lui sont étrangères ou qu'elles le dépassent, le dommage lui-même, quel qu'il soit et

(1) Nous avons vu que la jurisprudence assimilait le délit à la faute.

quelle que soit son importance, ne justifie aucune action en réparation et l'action en dommages-intérêts tombe, car l'article 1382 n'y trouve plus son application. Le dommage dont il s'agit en effet n'est pas dû à l'inexécution d'un contrat, la faute n'est pas une faute contractuelle, le dommage est né à la suite d'une faute délictuelle et seul l'article 1382 peut dans sa portée générale englober le dommage dont il est question.

L'article 1382 dit : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

« Tout fait quelconque ... oblige », c'est donc le fait dommageable qui engendre l'obligation, il n'y a pas d'engagement antérieur qui lie « celui par la faute duquel » le dommage est arrivé à l'égard de la partie victime du dommage ; c'est le fait préjudiciable seul qui est la source même de l'obligation.

Mais est-ce incontestablement établi que la rupture d'une promesse de mariage constitue un délit, lequel devient la source d'une obligation légale et que la promesse de mariage elle-même soit juridiquement inexistante ?

Tout d'abord toute rupture injustifiée de promesse de mariage n'est pas nécessairement voulue dans la seule intention de nuire, elle n'est pas fatalement le résultat d'un abus de confiance. La jurisprudence distin-

gue (1) bien entre les ruptures occasionnées par le délit ou la faute et celles dues à la négligence ou au caprice, la responsabilité n'est évidemment pas la même.

Une autre preuve que la rupture de promesse de mariage n'est pas un délit, c'est que pour en faire un, on a été amené à associer à cette promesse la séduction avec dol, manœuvres dolosives et fraude. Mais qui dit séduction ne dit pas forcément promesse de mariage et inversement la promesse de mariage n'est pas séduction ; c'est même tout le contraire, puisque cette promesse exige le consentement libre et réfléchi.

Fournel, dans son *Traité de la séduction*, chapitre I<sup>er</sup>, dit : « Elle (la femme) ne se plaint pas d'un outrage, elle se plaint seulement d'un manque de parole, enfin de l'inexécution du contrat. »

Pour qu'il y ait délit, il faut soit qu'on use d'un droit qui ne vous appartient pas, qu'on outre passe son droit, selon les uns et qu'on l'outre passe sciemment ; soit qu'on abuse d'un droit qui vous appartient, selon les autres. Mais comment abuse-t-il d'un droit celui qui rompt sans motif après avoir promis le mariage, puisqu'en principe cette promesse n'est pas valable ?

D'ailleurs ce à quoi s'attache la jurisprudence, c'est moins à la faute qu'au dommage, car ce qui importe dans une action en dommages-intérêts, c'est le préju-

(1) Voir arrêt du 16 janvier 1877, Cass. (arrêt déjà cité).

dice, et c'est uniquement au point de vue théorique et social qu'on se place quand on essaie de ramener ce préjudice à un principe logique qui établisse la responsabilité morale de l'agent et satisfasse notre sentiment d'équité.

Le principe de l'article 1382 appliqué à la promesse de mariage pécherait donc dans sa portée, car la disposition de cet article ne peut s'appliquer indifféremment à toutes les ruptures de promesses de mariage, puisqu'il n'envisage que le dommage dû essentiellement à la faute.

De plus, l'article 1382 débute par : « tout fait quelconque de l'homme » ; il s'agit donc de tout fait ou de tout acte qui oblige l'homme, parce que ce fait ou cet acte cause un dommage à autrui. Or dans la rupture d'une promesse de mariage il y a, qu'on le veuille ou non, un engagement antérieur « de contracter mariage » qui préexiste à la faute causant le dommage ; il y a une convention qui précède la faute et cette faute naît précisément de l'inexécution de la convention, sauf dans les cas où la rupture est due à des motifs qui peuvent être assimilés aux cas de force majeure ; la rupture d'une promesse de mariage ou l'inexécution de la convention de contracter mariage est une faute de la part de l'auteur, comme dans tout contrat l'inexécution est une faute de celui qui ne l'a pas exécuté quand la faute lui est imputable.

Dans l'article 1382, la faute naît d'un acte quelconque qui a porté préjudice à autrui ; dans la rupture d'une promesse de mariage, la faute naît d'une convention spéciale, elle prend sa source dans une obligation déterminée ; la faute est ici non point le fait dommageable, elle est la « contravention à une obligation préexistante » et cela dans toute l'acception des termes aussi bien au point de vue juridique qu'au point de vue social et moral. La faute ne peut avoir sa base que dans la valeur même de l'engagement pris. Si l'auteur de la rupture a commis une faute, c'est d'avoir rompu sans motifs, mais il n'aurait pas pu la commettre s'il n'avait rien promis. Le dommage et le préjudice ne sont, pour ainsi dire, que des circonstances aggravantes de la rupture ; ils mesurent en quelque sorte l'importance de la condamnation, ils ne changent rien à la nature de l'engagement, pas plus qu'ils ne le caractérisent.

Mais s'il en est ainsi, si la promesse de mariage est une obligation contractuelle et si la rupture d'une promesse de cette nature n'est autre chose qu'une inexécution de cette obligation, ce n'est plus l'article 1382 qui doit s'y appliquer. La rupture de la promesse de mariage sera régie par les lois générales des contrats ou des obligations conventionnelles.

L'article 1142 dit : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. » Mais nous savons que la

doctrine et la jurisprudence trouvent que la promesse de mariage, si elle était un contrat, serait contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ; que ce contrat ne serait pas l'expression de deux volontés libres ; qu'il ne serait qu'un engagement contraint et maintenu par la menace d'une condamnation pécuniaire, que dès lors la liberté absolue qui doit régner dans la conclusion d'un mariage n'y serait pas respectée ; d'où le caractère illicite de l'acte.

Mais un acte illicite, c'est un acte prohibé par la loi, un acte qui a une cause illicite (art. 1133) ; nous avons vu, dans le chapitre précédent, que la loi n'en parlait pas et qu'il y avait tout lieu de croire qu'elle n'en parlait pas, parce qu'elle hésitait d'aborder une question qui était connexe à celle de l'article 340 ; elle n'ignorait pas les fiançailles, et bien que la sécularisation du mariage et le divorce largement admis leur aient fait subir un gros échec dans l'opinion générale, les fiançailles continuaient d'exister en fait et avaient surtout existé comme institution juridique ; elle n'ignorait pas et ne pouvait pas ignorer que les *sponsalia de futuro* étaient juridiquement sanctionnées dans l'ancien droit et qu'elles avaient créé même un empêchement au mariage que l'un des fiancés aurait voulu contracter avec une tierce personne (1) ; on peut soutenir que les fiançailles dans

(1) Voir Esmein, *Les fiançailles en droit canonique*.

l'ancien droit étaient indissolubles, de l'indissolubilité des contrats en ce sens que les parties étaient liées et que l'une d'elles ne pouvait arbitrairement se dégager de son obligation envers l'autre.

Si donc la loi n'en parle pas, ce n'est point parce qu'elle voulait exclure la promesse de mariage des contrats, car dans ce cas elle l'eût dit, ce n'est point non plus parce que les fiançailles ne présentaient pas un intérêt social suffisant pour qu'on s'en occupât, puisqu'elles existaient en fait et qu'elles avaient même un passé juridique qui méritait quelque attention. Encore moins peut-on conclure de son silence au caractère illicite de l'acte.

Voici ce qu'en pense Merlin : « Mais oserait-on bien mettre en thèse que les promesses de mariage sont réprouvées par le Code civil ; oserait-on bien tirer du silence du Code civil sur ces promesses une autre conséquence, si ce n'est qu'il ne les assujettit pas à des règles spéciales et qu'il les laisse sous l'empire du droit commun des contrats ? C'est parce que notre ancienne jurisprudence ne les réprouvait pas, parce qu'elle les reconnaissait au contraire pour obligatoires qu'elle faisait résulter du refus injuste et arbitraire de les exécuter une action en dommages-intérêts. Eh ! bien, il en est absolument de même sous le Code civil (1). »

(1) *Répertoire de jurisprudence*, mot : *Peine contractuelle*, p. 102.

Contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, un contrat qui a pour but de faciliter le mariage, de multiplier les foyers et d'augmenter ainsi la force de la nation ? ! Contraire à l'ordre public une promesse qui permet à deux esprits de se pénétrer et à deux caractères de se mieux connaître en vue de former une famille solide et durable ? ! Contraire à l'ordre public la parole engagée loyalement et librement dans l'espoir de créer un peu de bonheur ? !

En quoi et comment la liberté est-elle atteinte ? Comment et pourquoi le consentement exigé libre au moment de la célébration du mariage cesserait-il de l'être par le fait seul que la promesse de contracter mariage aurait précédé ce moment ? Quand la loi veut un consentement libre au moment de la célébration, elle n'exclut pas un consentement libre antérieur à cette célébration, et le consentement est d'autant plus libre qu'il est plus longuement et plus mûrement réfléchi ; en principe le mariage est le résultat d'un choix éclairé, pondéré et réfléchi ; mais qui dit réflexion suppose la durée ; si consentement libre voulait dire consentement spontané et immédiat, seul le caprice déciderait de l'union, car seul le caprice s'inspire du moment et le suit ; mais ni la loi ni les mœurs n'auraient rien à gagner à ce genre de liberté.

D'ailleurs ne nous abusons pas sur la valeur des termes et ne nous laissons point prendre par les formes du parler.

Nous n'avons pas, nous dit M. Planiol, de droits absolus ; mais encore moins avons-nous de liberté absolue ; nous sommes mus et déterminés dans nos goûts, dans nos désirs, dans nos actes et jusque dans nos idées pour une infinité de causes, par un nombre incalculable de mobiles, dont nous ne sommes pas plus maîtres que des événements extérieurs qui nous entourent. Parler d'une liberté absolue qui doive nous guider dans tous les instants de notre existence, c'est parler d'une force irréelle et irréalisable.

Pour fonder la responsabilité légale, nous avons besoin d'une liberté morale et nous aimons la croire aussi grande que nous le permet son concept même ; mais cette idée de responsabilité n'est pas un axiome mathématique, ce n'est pas une évidence qui s'impose d'elle-même, elle est un produit obscur de la réflexion, une nécessité que notre esprit a adoptée parce qu'elle intéresse nos rapports sociaux, mais sa démonstration nous échappe. Elle est indispensable à la loi qui juge pour ainsi dire selon le mérite et le démerite de chacun, car il n'y a pas de peine possible s'il n'y a pas de responsabilité et par conséquent de liberté personnelle ; notre conscience même, quoi qu'en aient dit les philosophes spiritualistes, depuis Descartes jusqu'à Malebranche et Spinoza, n'atteint pas l'absolu ; elle est, elle aussi, l'expression de nos tendances, de nos aspirations, de notre tempérament, de notre caractère qui eux-

mêmes sont des résidus dont nous ne connaissons ni les éléments, ni les origines.

Aussi ce qui nous tient lieu de liberté et ce que nous prenons pour telle, c'est notre jugement réfléchi, c'est notre volonté consciente ; dès lors demander que le mariage soit un acte essentiellement libre, c'est demander en somme qu'il soit essentiellement voulu et réfléchi ; dès lors aussi, la promesse de mariage qui prépare le mariage, qui mûrit le jugement et prolonge la réflexion ne saurait que contribuer à la liberté dans le mariage. C'est par conséquent un acte aussi profondément libre que peut l'être tout acte humain.

Serait-ce la contrainte extérieure, concrétisée sous la forme d'une condamnation pécuniaire possible, qui entraverait la liberté des futurs époux et l'union ne serait-elle conclue que parce que les parties craindraient de s'exposer à une action en dommages-intérêts ?

C'est vraiment se faire une singulière idée du mariage que de croire des personnes capables de s'enchaîner pour toute une vie plutôt que de s'exposer au moindre sacrifice d'argent, la pratique ne nous en offre pas d'exemples ; d'ailleurs la jurisprudence se montre si clément que les moins courageux eux-mêmes ne sauraient être intimidés par le montant général des condamnations (1).

(1) Voir dans les arrêts classés de la fin du chapitre le montant des condamnations.

Mais cette condamnation même est une sauvegarde de la liberté du consentement ; les fiancés ne sont pas obligés de se marier ; ils sont obligés de réparer le dommage qu'ils ont pu se causer ; alors de deux choses l'une : ou bien les fiancés sont réfléchis, scrupuleux, conscients de leurs devoirs, et alors la rupture ne se produit que parce que des motifs graves, des raisons sérieuses les empêchent de contracter le mariage projeté, et dans ce cas la condamnation n'est pas encourue parce que l'inexécution du contrat est due à un cas de force majeure ; ou bien les contractants sont malhonnêtes, inconscients, et alors il est juste que celui qui rompt par plaisir de rompre paie en quelque sorte ce plaisir peu louable ; ce n'est pas la liberté qui est ainsi atteinte, mais le caprice ; l'exemple même en serait salutaire, car si tous ceux qui jouent avec leur parole et qui se jouent des autres craignaient la sanction, il y aurait peut-être moins de promesses fictives et aussi moins d'audace répréhensible. Ce serait rendre les gens honnêtes malgré eux, dans quelques cas du moins ; honnêteté relative, je veux bien, mais honnêteté indispensable à la sécurité sociale et le résultat n'est pas à dédaigner. La loi, et avec elle ou à défaut d'elle, la jurisprudence n'ont pas pour rôle unique la préservation du patrimoine des individus contre des abus possibles ; ils ont pour devoir, et c'est là leur vraie raison d'être, de prévenir le mal ; une condamnation même

pécuniaire n'est autre chose, dans sa nature essentielle, qu'une punition et la punition ne se justifie que parce qu'elle doit servir d'exemple, empêcher le mal de se reproduire dans l'avenir ; autrement elle ne serait qu'une vengeance et perdrait toute sa force protectrice. La loi avec son corollaire, la punition, ne sont réellement destinées qu'à un nombre relativement restreint de personnes ; elles sont faites pour celles qui, insuffisamment pourvues de ces notions qui seules réalisent notre être moral, commettent des erreurs par ignorance ; la loi leur apprend ce que la société, pour se maintenir comme telle, exige d'elles et si elles ne veulent pas s'y conformer il faut bien qu'on les y oblige ; cette obligation forcée se traduit dans la pratique par une condamnation pécuniaire, hélas ! le seul moyen trouvé jusqu'ici par la société même pour se faire respecter (en dehors de la contrainte par corps qui a sa place dans un autre ordre de choses).

Mais si par le fait seul que par certains de nos actes nous risquons d'agir contrairement à l'intention de la loi et d'encourir ainsi des condamnations possibles, nous nous jugions contraints et par conséquent entravés dans notre liberté, la loi serait, elle, la plus grosse atteinte à cette même liberté, et seule l'anarchie saurait réaliser le plein développement de notre activité. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Dès lors cette contrainte extérieure purement fictive,

éliminée ; la liberté absolue ramenée à ses justes proportions et réduite à cette liberté toute relative suffisante pour fonder notre responsabilité, mais rien de plus, la même partout et pour tous nos actes, la promesse de mariage devient un acte parfaitement licite, sa cause étant essentiellement morale, conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs, car elle contribue à faire du mariage un acte d'autant plus grand qu'elle force pour ainsi dire les futurs époux à y réfléchir et à le mûrir.

La promesse de mariage est-elle donc autre chose qu'une obligation conventionnelle et la rupture de promesse autre chose qu'une inexécution de contrat ?

Dire d'une part que la promesse de mariage est nulle, et dire d'autre part qu'on ne saurait la rompre sans motif légitime, c'est dire qu'on est obligé bien qu'il n'y ait aucune obligation, c'est contradictoire.

Les continuateurs de Laurent, dans le *Supplément des principes du droit civil*, ont pressenti cette objection et ils la réfutent en disant que la promesse de mariage crée une situation de fait ; celui qui promet le mariage « persuade à l'autre partie » qu'il l'épousera ; il a le droit d'y mettre fin si le mariage n'est plus à sa convenance ; mais il est responsable du dommage causé s'il a commis une faute.

Ces auteurs, en parlant d'une situation de fait, l'opposent à la situation juridique qui serait inexistante

entre les parties en cause ; mais l'avancer n'est pas le prouver.

« Celui qui promet le mariage persuade à l'autre qu'il l'épousera. » Qu'est-ce que cette persuasion sinon un engagement ? D'ailleurs l'engagement est bilatéral, les deux parties se promettent mutuellement le mariage, et non point l'un qui promet à l'autre.

Cette promesse persuasive, « pourquoi ne créerait-elle aucun lien juridique entre les parties » ? Puisque le consentement y est, que le consentement est libre et voulu, la convention est parfaite. Il y a bien une situation de fait dans la rupture d'une promesse de mariage, mais elle est dans le fait dommageable ; ce fait a été déterminé par la rupture qui, elle, a sa racine dans la promesse. Le lien juridique préexiste au fait.

Evidemment les parties peuvent mettre fin à la promesse de mariage par le consentement mutuel ; c'est la règle générale et notre contrat n'y échappe pas, mais l'une d'elles ne peut arbitrairement se soustraire à son obligation, et c'est encore le droit commun, parce que le mariage a cessé d'être à sa convenance.

*Nemo posse cogi ad factum.* C'est certain, mais l'article 1142 ne l'y oblige pas, il résout en dommages-intérêts toute obligation de faire ou de ne pas faire et l'article 1147 en précise les conditions. « Le débiteur est condamné *s'il y a lieu* au paiement des dommages-intérêts toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexé-

cution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée. »

Qu'il y a bien un engagement et par conséquent un lien juridique dans toute promesse de mariage, la jurisprudence elle-même le reconnaît. Dans l'arrêt du 16 janvier 1877 déjà cité, nous lisons dans le rapport : « l'un d'eux (des fiancés) ne peut prétendre engager l'autre sans s'engager lui-même », et plus haut (1) « dans les préliminaires obligés de tout mariage », ce n'est non seulement un engagement voulu, c'est un engagement nécessaire, puisque c'est le prélude indispensable à tout mariage ; la loi même, par la prescription de certaines formalités, comme la publication des bans, les impose implicitement.

Certains arrêts, plus anciens, sont bien plus catégoriques.

Un arrêt de la Cour de Trèves en date du 5 février 1808 s'exprime en ces termes :

« Considérant que le mariage n'est que l'accomplissement d'une promesse réciproque préexistante de célébrer le mariage d'après les formalités prescrites par la loi ; que cette convention préliminaire, qu'on l'appelle fiançailles ou promesse de mariage, existe sous le Code civil aussi bien qu'elle existait sous les anciennes lois et doit produire les mêmes effets, puis-

(1) *Rép. gén. Dall.*, art. *Mariage*, p. 179, § 83, espèce 1.

qu'elle forme un contrat synallagmatique obligatoire qui contient l'engagement de faire et qui entre dès lors dans l'application de l'article 1142 dont la disposition générale renferme la chose, quoique le mot fiançailles ou promesse de mariage n'y soit pas nommément exprimé... »

De même un arrêt du 16 février 1813 (1) :

« Attendu que les fiançailles sont un contrat synallagmatique formant un engagement réciproque entre les parties contractantes... ;

« L'engagement se résout nécessairement en une obligation de la part de celle des parties qui se refuse à l'exécution de sa promesse, conformément aux anciens principes consacrés de nouveau par le Code civil dans les articles 1142 et 1145. »

Et certains auteurs ne sont pas moins affirmatifs (2) :

« On peut dire des promesses de mariage qu'elles sont aussi licites que le mariage qui en est l'objet ; elles en sont le préalable nécessaire : la raison le veut et la loi le suppose.

« Dire avec la loi romaine (3) que cette promesse ne

(1) Cour de Toulouse, *Dall., Rép. gén.*, art. *Mariage*, p. 178, § 83, espèce 3. — Voir aussi : Colmar, 28 janvier 1812, *Jurisp. gén.*, art. *Mariage*, § 83, p. 179 ; Cass., 17 août 1814, *Sirey*, t. V, p. 18 ; Colmar, 13 mai 1878, t. V, p. 18 ; Trèves, 5 février 1808, *Dall., Rép. gén.*, p. 179, § 83.

(2) Chardon, *Traité du dol et de la fraude*, t. III, p. 424.

(3) *Cod. de sponsalibus*.

doit pas être obligatoire comme contraire à la liberté du mariage, c'est protéger la légèreté, le caprice, l'inconstance, la déloyauté. »

C'est en effet la loi romaine 8.39, *de inutil. stip.*, qui est une des raisons pour laquelle on refuse à la promesse de mariage le caractère obligatoire. La maxime tirée du droit de Justinien « que les mariages doivent être libres » avait d'ailleurs un sens profondément immoral chez les Romains puisqu'elle s'appliquait aux mariages déjà réalisés et que c'est en somme le divorce qu'elle favorisait ; c'est par extension seule qu'elle a fini par être appliquée aux fiançailles (1).

*Libera esse matrimonia, antiquitus placuit ideo facta, ne liceret divertere non valere et stipulationes quibus poenae inogarentur ei qui quaeve divortium fecisset ratas non haberi constat.*

C'est dans la crainte de gêner la liberté absolue et illimitée dans le divorce que la maxime fut introduite. Ainsi c'est, d'une part, le silence de la loi à cause de la gêne que lui inspirait l'article 340, d'autre part le respect d'un préjugé d'ailleurs mal interprété, qui ont fait attribuer à la promesse de mariage un caractère illicite et lui enlever toute force obligatoire. Mais ramenée à sa vraie nature et définie par ses caractères propres, nous concluons avec Toullier que « la promesse de ma-

(1) Toullier, *Contrat*, t. VI, p. 320.

riage contient obligation de faire une chose honnête et licite, que toute obligation de faire une chose honnête doit être exécutée..., que ces questions doivent être décidées suivant les principes généraux qu'il (le code) a établis (art. 1142) ; c'est la règle générale et l'on ne peut pas dire que l'obligation de conclure le mariage ne soit pas comprise dans ces expressions les plus générales et les plus étendues que l'on puisse employer. »

## CHAPITRE III

### CONSÉQUENCES PRATIQUES DE LA DISCUSSION

La promesse de mariage étant une obligation conventionnelle, la rupture de cette promesse n'est autre chose que l'inexécution de cette même obligation.

Mais quel est l'intérêt pratique de la discussion ? Que la rupture d'une promesse de mariage soit un délit ou quasi-délit, ou qu'elle soit l'inexécution d'une obligation de faire, du moment que réparation est accordée en cas de dommage, la question semble résolue. Il peut bien y avoir sans doute quelque raison intellectuelle de vouloir éviter certaines confusions même platoniques, mais dans la science du droit cet intérêt doit susciter immédiatement le besoin consécutif de réaliser dans la pratique la distinction qu'on cherche à faire valoir.

Y a-t-il quelque conséquence immédiate à tirer de cette notion que la promesse de mariage est assimilable à un contrat ?

La première et la plus importante, celle qui à elle seule justifierait la discussion, est la question de la preuve.

Si la rupture d'une promesse de mariage est un délit,

la victime de la rupture doit prouver tous les faits qu'elle avance ; si au contraire la rupture de cette même promesse est l'inexécution d'une obligation, la victime n'a qu'à prouver l'existence de cette obligation pour motiver son action en justice ; cette preuve faite, la condamnation est encourue. Au cas où l'inexécution ne serait pas imputable au défendeur, et qu'elle serait due à des causes dont il ne saurait être responsable, ce sera à lui de prouver le fait libératoire. *Reus excipiendo fit actor.*

Qui ne voit les facilités qui en résultent pour le demandeur ?

Que s'agit-il en effet de prouver dans une rupture de promesse de mariage considérée comme délit ou quasi-délit ?

Il s'agit de prouver l'intention de nuire, l'absence des motifs et le dommage éprouvé.

Prouver une intention est chose bien hasardeuse pour ne pas dire impossible, et c'est se heurter à des difficultés inextricables que d'essayer de la démontrer ; aussi en dernière analyse est-ce au préjudice éprouvé qu'il faut la ramener pour la saisir.

Comment établir l'absence des motifs ?

Quant au dommage, il faut distinguer :

S'agit-il de prouver le préjudice matériel, cette preuve n'offre pas de grosses difficultés.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord que répa-

ration en soit due ; or il est de toute évidence que pour obtenir une réparation, la victime devra prouver la perte réelle éprouvée par la rupture, cette perte comprendra, s'il y en a, les frais proprement dits ; de plus, si la victime a été forcée à cause du mariage projeté d'abandonner soit des fonctions qu'elle remplissait, soit des entreprises qu'elle dirigeait, si en un mot elle a été obligée d'abandonner sa situation, la preuve est toujours facile, et des dommages-intérêts lui en sont incontestablement et intégralement dus ; si au lieu de s'appauvrir la victime a uniquement manqué de s'enrichir, la preuve est moins facile bien que toujours possible, mais la controverse naît.

Il est malaisé et ce serait oser, d'assimiler le mariage à une spéculation, spéculation devant nécessairement être heureuse et garantie contre tout risque.

Le mariage n'a pas été institué dans le but d'assurer aux parties des avantages pécuniaires ; ces avantages sont possibles, mais ils ne sont pas des conséquences nécessaires du mariage.

De plus, la loi ne garantit pas les individus contre des marchés aléatoires ; elle n'a pas pour rôle de les tenir à l'abri de tout inconvénient et de toute surprise ; elle préserve uniquement leur patrimoine comme d'ailleurs leur personne même, contre des abus possibles ; or il y a abus sans doute de la part d'un tiers quand il lèse un de nos droits ou qu'il nous trompe par ses actes, il

en est par conséquent responsable et nous en doit réparation ; mais il n'y a pas abus de sa part quand il ne réalise pas les espoirs que nous avons placés en lui.

Nous croyons donc que dans l'appréciation du préjudice matériel déterminé par la rupture d'une promesse de mariage, on ne peut valablement tenir compte que de la perte éprouvée et non du gain manqué, et la preuve serait à faire non du *lucrum cessans*, mais du *damnum emergens*, c'est pourquoi d'ailleurs elle est relativement facile.

Mais le dommage matériel est loin, tant s'en faut, d'être à lui seul tout le préjudice réalisé et la question devient infiniment plus délicate quand il s'agit de prouver comme un fait concret toute cette longue série d'éléments subtils et nuancés qui constituent le préjudice moral proprement dit. Avec quelle pitoyable attitude et quelle dramatique histoire devra se présenter la victime devant les tribunaux pour intéresser les juges à sa cause !

Voici ce qu'en pense Marcadé (1) quant à la réparation du dommage : « Il ne saurait en être question pour le dommage exclusivement et purement moral, celui qui consiste uniquement dans les blessures faites soit à l'amour-propre, soit au cœur du futur époux

(1) *Revue critique de jurisprudence*, 1853, p. 199, qui approuve l'arrêt de Caen ; voir aussi arrêt Cour de Caen, 6 juin 1850, *J. Pal.*, 1852.5.36.

délaissé, dans les atteintes portées seulement à son bonheur intime et autres préjudices de ce genre. »

Malgré l'autorité de l'auteur, le juge ne saurait le suivre, car à côté des atteintes portées à l'honneur et à la réputation, atteintes graves, surtout quand il s'agit de la femme, parce qu'elle prête plus à la malignité publique et que les exigences sociales sont bien plus rigoureuses pour elle, on ne saurait consciencieusement négliger ces souffrances secrètes, ces blessures cachées, ces amers et cuisants regrets qui souvent minent toute une existence, qui brisent dans l'individu tout courage au travail, toute foi dans l'avenir.

Courage et confiance ! nos soutiens dans l'âpre lutte pour la vie, remparts puissants et murailles protectrices, sous lesquels « l'homme n'est qu'un roseau le plus faible de la nature », saurait-on, sans risquer d'être arbitraire et injuste, mépriser ces éléments dans l'appréciation d'un préjudice moral ? Et pourtant la preuve est impossible, elle serait même humiliante.

Le dommage restera toujours à prouver, nous dira-t-on, bien que la rupture d'une promesse de mariage soit régie par l'article 1142, car sans intérêt pas d'action.

Mais le dommage quel qu'il soit, une fois démontré, la condamnation est nécessairement encourue, car elle ne dépend pas de l'appréciation de la faute, la faute est dans l'inexécution même, et comme le préjudice moral est de l'essence même de la rupture, étant

donné le caractère de l'obligation, il en sera nécessairement et forcément tenu compte.

Le juge est lié par l'article 1142, ce qui n'est pas le cas pour le délit ; tout est ici une question de faits, aussi bien la faute que le préjudice, par conséquent tout est une question d'appréciation, et nous arrivons ainsi à une autre conséquence de notre point de vue, c'est que, s'il est juste que le juge soit appréciateur souverain des faits, il est fort utile qu'il se sente lié par un principe de droit, car malgré l'article 1382, nous avons des arrêts qui ont jugé certains faits pourtant caractéristiques ne pas devoir constituer un préjudice moral (1).

Cet article d'une portée très générale laisse au juge beaucoup plus de latitude que l'article 1142, qui veut que toute obligation de faire se résolve en dommages-intérêts en cas d'inexécution.

Parler ainsi de la réparation d'un préjudice moral, est-ce bien se placer dans la situation réelle et vraie ? En quoi une condamnation pécuniaire rétablirait-elle une réputation atteinte ?

De ce qu'on ne peut pas faire mieux, s'ensuit-il qu'il ne faille rien faire du tout ?

De plus, qui dit réparation ne dit pas forcément condamnation pécuniaire ; on peut être dédommagé dans son patrimoine moral sous une autre forme que

(1) Grenoble, 18 mars 1864, S. 65.2.170 ; Toulouse, 13 mai 1842, *op. cit.*

sous la forme de l'argent ; ce qui fait la valeur d'une condamnation, quand les éléments du préjudice à réparer sont des éléments moraux, ce n'en est point le montant, mais les raisons qui motivent cette même condamnation.

Le côté satisfactoire de la condamnation est dans le jugement porté sur l'acte qui la motive ; nos actes, pour être condamnés, ne doivent pas forcément être évalués, il suffit qu'ils soient jugés. A côté de la condamnation pécuniaire, il y a la sanction, il y a le blâme, le blâme public, le blâme mérité.

Le Tribunal d'Oran a condamné à 1 franc de dommages-intérêts pour atteinte portée par l'auteur de la rupture à la dignité de la victime, et un jugement rendu par le juge de paix de Puteaux est tout à fait significatif (1) :

« Attendu qu'il est certain que l'attribution d'une somme d'argent, aussi forte que soit cette somme, ne saurait réparer un dommage moral, dans l'espèce une atteinte portée à l'honneur, et qu'en tout cas une personne qui accepterait ce mode de réparation donnerait une piteuse opinion de la conception qu'elle a de l'honneur et se déshonorerait ;

« Attendu que la loi n'autorise pas les juges à fixer l'emploi de la somme allouée à titre de dommages, ce

(1) Loi du 17 juillet 1906.

qui permettrait de frapper pécuniairement l'auteur du dommage, tout en évitant le danger qu'il y a que cette somme allouée à titre de dommages-intérêts soit considérée par l'opinion publique comme étant l'équivalent exact d'une valeur morale ;

« Attendu, en outre, qu'il nous serait vraiment impossible d'évaluer même approximativement l'indemnité pécuniaire due aux époux X... à titre de réparation du dommage moral qui leur a été causé par les imputations diffamatoires dont s'est rendue coupable la demoiselle Z... ; qu'il n'existe pas d'étalons des valeurs morales comme il en existe des valeurs pécuniaires, et que, en existât-il, il serait encore impossible d'exprimer une de ces valeurs en son équivalent pécuniaire puisqu'il n'y aurait pas d'étalon commun aux deux séries de valeurs ; que donc, même en ce cas, toute évaluation serait arbitraire et que l'idée d'arbitraire est inconciliable avec l'idée de justice ;

« Attendu que l'offense ayant été rendue publique, la réparation de cette offense doit être également publique et que la publicité de cette audience ne saurait être considérée comme suffisante », ordonne l'affichage.

Nous nous contenterons, en cas de rupture de promesse de mariage, de la publicité de l'audience, et contrairement au juge de paix de Puteaux, nous estimons que si la condamnation pécuniaire ne peut à elle seule constituer toute la réparation d'un préjudice moral,

elle est un élément fort utile et qu'il faut maintenir.

D'ailleurs le préjudice moral peut être de nature très différente.

Quand la rupture d'une promesse de mariage porte atteinte à la considération d'une jeune fille par des imputations calomnieuses, ces calomnies rejaillissent sur toute la famille. L'estime et la considération dont jouit chaque membre d'une famille constitue le patrimoine moral de cette même famille ; il faut que ce patrimoine soit tenu à l'abri de toute atteinte, au moins dans les mêmes proportions que le patrimoine pécuniaire ; et on ne saurait mieux le préserver qu'en usant des mêmes moyens. La jurisprudence d'ailleurs en tient bien compte (1).

De plus, le préjudice moral se répercute dans le domaine matériel, et fréquemment l'exercice d'une profession peut être entravé par des insinuations malveillantes portées sur la moralité de celui ou de celle qui l'exerce ; en principe, la société aime à pratiquer, dans quelque ordre de choses que ce soit, des personnes qui lui inspirent confiance ; or, enlever la confiance, c'est par là même rendre les relations difficiles et diminuer par contre-coup la valeur pécuniaire du patrimoine matériel ; dans ce cas, l'appréciation en argent

(1) Montpellier, 12 novembre 1855, D. 56.2.141 ; Cass., 3 avril 1900, *J. Pal.*, 1<sup>er</sup> mai 1900.

du préjudice s'impose, et la réparation morale ou le blâme peut également intervenir.

L'ancien droit avait déjà consacré le principe de la réparation morale à côté de la condamnation à des dommages-intérêts pour préjudice moral ; il mesurait à l'intensité de la douleur, à la gravité du préjudice moral subi, la somme à allouer à la victime et la considérait si bien comme l'équivalent d'un bien moral qu'elle était soustraite à l'action des créanciers (1).

En 1757, un avocat de Nevers fut condamné à 1.000 livres de réparation civile envers le receveur de tailles et son épouse. pour diffamation ; un curé qui avait refusé l'inhumation, parce que le défunt était mort sans avoir reçu les sacrements, se vit ordonner par arrêt du 19 mai 1775 à l'inhumation la célébration d'une messe haute, et fut condamné en plus à 100 francs de dommages-intérêts.

Dans le droit romain, au contraire, la condamnation était exclusivement pécuniaire, qu'il s'agisse de contrats ou de délits ; le délit d'injures aboutit comme tout fait illicite à une peine pécuniaire, et le juge tient compte de tout le dommage, aussi bien de l'élément moral que de l'élément matériel ; le duplum des clauses pénales est l'équivalent complet de tout le préjudice causé et

(1) Voir Guyot, *Répertoire, Diffamation*, t. I, p. 663, et thèse Paris, 1907 ; André Mantelet, *La réparation du préjudice moral*.

Justinien défendit même au juge de dépasser cette mesure.

Ainsi de tout temps le préjudice moral entre en ligne de compte dans les condamnations à des dommages-intérêts. Mais la condamnation qui était exclusivement pécuniaire en droit romain contient un élément de réparation morale dans l'ancien droit et devient dans le droit actuel (1) tantôt une condamnation pécuniaire, tantôt une réparation morale.

Dans tous les cas, la réparation est possible et c'est bien une réparation, puisqu'elle efface par la désapprobation publique le tort causé.

Etant donné cette réparation même, et en nous plaçant au point de vue essentiellement pratique, la victime d'une rupture de promesse de mariage n'aurait-elle pas plus d'intérêt à voir considérer cette promesse comme étant un délit ? Pour les fautes délictuelles, en effet, la réparation est intégrale, dit-on ; elle ne l'est pas pour les fautes contractuelles.

Il n'y a point de distinction à faire au point de vue de leurs résultats entre la faute contractuelle et la faute délictuelle ; un fait illicite ne change pas de nature suivant qu'il est une violation de contrat, ou qu'il lèse un droit d'une autre nature ; si le délit oblige à la réparation intégrale du dommage, on ne conçoit pas qu'il en

(1) Voir arrêt Caen, 6 juin 1850, déjà cité. — Voir jugement juge de paix Puteaux, déjà cité.

soit autrement pour le contrat. « Je pense qu'il faut d'abord dégager ce principe qu'on ne saurait, en cas de contrat, être tenu à moins qu'à ce dont on est tenu en cas de quasi-délit ou de délit (1) » et en suivant la pensée même de M. Boistel, nous dirons avec lui que celui qui fait un contrat se crée des obligations nouvelles qui, loin de supprimer les obligations générales négatives préexistantes, celles de ne pas nuire, y ajoute une obligation prise explicitement ou implicitement par le contrat.

Ce qu'il faut considérer dans la réparation d'un dommage, c'est d'abord l'étendue même du dommage et ensuite l'étendue de l'obligation qui l'a précédé et non point les mobiles ou les causes qui ont poussé la partie à l'inexécution ; ces éléments sont sans influence sur le préjudice occasionné.

Ainsi, que la rupture d'une promesse de mariage soit un délit ou une violation de contrat, la réparation du dommage qui en résulte doit être intégrale, et si elle ne l'était pas, ce ne serait point à cause d'une différence rationnelle entre la faute contractuelle et la faute délictuelle, mais pour des raisons toutes subjectives.

(1) Boistel, *Philosophie de droit*, t. I, p. 446.

## CHAPITRE IV

### PREUVE DE LA PROMESSE DE MARIAGE

Après avoir écarté les difficultés qu'il y aurait à établir la faute, si la rupture d'une promesse de mariage était un délit ou un quasi-délit ; après avoir pour ainsi dire rendu inutile la preuve irréalisable d'un préjudice moral proprement dit et laissé au juge le soin de le déduire de la nature de la convention, il nous reste à faire la preuve de la convention même.

L'article 1341 exige un écrit pour toutes choses excédant la somme de 150 francs.

Ainsi, si la demande en dommages-intérêts intentée à la suite d'une rupture de promesse de mariage ne dépassait pas 150 francs, la victime prouverait cette promesse par tous les moyens en son pouvoir.

Mais si l'indemnité réclamée était plus forte ?

L'article 1341 admet des exceptions :

- 1° Le peu de valeur du litige ;
- 2° L'existence d'un commencement de preuve par écrit.

La correspondance échangée entre fiancés et qui ferait allusion à la promesse échangée pourrait bien

servir de commencement de preuve que des témoignages compléteraient aisément, car les fiançailles sont généralement fêtées dans les familles et il est rare que des amis n'y assistent pas.

Mais prenons le cas où les futurs époux habitant la même ville n'aient pas eu d'occasion pour s'écrire et qu'aucun acte ne puisse établir qu'il y a eu réellement une promesse échangée de contracter mariage ?

L'article 1341 admet une troisième exception (1) : c'est l'impossibilité physique ou morale de se procurer un écrit.

3° L'impossibilité physique ou morale de s'en procurer un et nous trouvons dans le traité cité ci-contre (2) un arrêt de la Cour de Bourges du 30 mai 1826, qui admit une jeune fille à faire la preuve par témoins de l'importance des effets mobiliers qu'elle réclamait à sa mère et à son beau-père, parce qu'il lui avait été moralement impossible de leur demander une reconnaissance écrite des objets qu'elle laissait en leur possession quand elle eut quitté la maison après le second mariage de sa mère.

De même la Cour de cassation admit la preuve testimoniale pour une vente importante de blé faite par le propriétaire de ce blé à un boulanger, parce qu'il leur avait été impossible de passer acte.

(1) Bonnier, *Traité des preuves*, p. 148 et 150.

(2) Bonnier, p. 150.

N'y a-t-il pas impossibilité morale dans les cas de promesse de mariage de se procurer un écrit ? Ce n'est pas dans les habitudes de famille d'exiger de ces sortes de preuve ; on n'y verrait que de la méfiance et ce serait mal augurer de l'avenir. On ne va pas à l'encontre d'un usage quel que soit le désir de précautions ; il y a là une impossibilité très réelle de faire autrement et dont il faut tenir compte.

D'ailleurs, ce n'est pas la preuve qui peut changer quoi que ce soit à la nature de l'acte. L'acte juridique bien que non prouvé n'en existe pas moins et garde sa force obligatoire.

En droit français, les conventions sont en général obligatoires par le seul effet « du consentement des parties, sans qu'il soit besoin.....  
..... de l'emploi des formalités extrinsèques (1) », et plus loin (2) : « Le consentement n'est en général soumis pour sa manifestation à aucune formalité extrinsèque ; il peut être donné soit entre présents, d'une manière expresse, par écrit, par *paroles* ou par signes, soit entre absents, par lettres missives ou par télégramme ou par intermédiaire ». De plus, l'article 1134 oblige les parties à exécuter leurs conventions de bonne foi, la preuve n'est donc qu'un accessoire, accessoire qui dans l'espèce doit être admis dans un sens très

(1) Aubry et Rau, *Des contrats*, 5<sup>e</sup> éd., § 340, p. 467.

(2) Aubry et Rau, *Des contrats*, 5<sup>e</sup> éd., § 343, p. 483.

large. La jurisprudence d'ailleurs nous y autorise puisqu'elle admet des cas où il peut y avoir impossibilité morale de se procurer des écrits.

---

## TEXTE DE QUELQUES ARRÊTS

**Cour de Colmar, 28 janvier 1812**

(Dalloz, *Jurisprudence générale*, art. *Mariage*, p. 179, § 83).

Attendu que si une promesse de mariage ne peut obliger l'une ou l'autre des parties à consacrer le mariage promis, il ne s'ensuit pas que celle qui s'y refuse ne puisse être tenue à une indemnité envers l'autre surtout lorsque c'est la fille qui est refusée ; aussi l'article 1142 dispose-t-il : toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur ; — Attendu, dans l'espèce, que l'intéressé n'a osé articuler aucun motif de son refus qui dès lors ne peut être considéré que comme étant l'effet du caprice et de la légèreté...

Elle a rejeté 2.000 francs de dommages-intérêts, cette prétention est exagérée ; une somme de 600 francs présenterait une indemnité mieux proportionnée à l'injure faite à l'appelante, eu égard à la fortune respective des parties et à leur condition.

**Cour de Colmar, 13 mai 1818**

(Dalloz, *Jurisprudence générale*, art. *Mariage*, p. 179, § 83).

...Que si le Code, qui avait resserré le divorce dans un cercle trop étroit n'a rien statué sur les dommages-intérêts à réclamer dans ce cas, c'est que considérant la promesse de mariage comme un contrat, il rentrait sous ce rapport dans le droit commun... ; — Que le refus de F... après une promesse de mariage faite devant une personne publique sans que ce refus porte sur une base solide est une des plus graves injures qu'ait pu recevoir Ch... ; que presque toujours, dans une conjoncture pareille, la malignité publique prête à la rupture des motifs qui blessent l'honneur d'une femme et rendent impossible ou du moins moins avantageux un autre établissement : — Condamne à 400 francs de dommages-intérêts.

**Cour de Nîmes, 25 janvier 1839**

(Dalloz, *Répertoire de Législation*).

Attendu que ce n'est point le nom ni la qualité que l'on peut avoir donné à une convention qui en détermine la nature ; que c'est la substance de la convention même, l'effet qu'elle produit et qu'elle doit produire que l'on doit considérer ; — Attendu que les circonstances qui avaient précédé et celles qui accompagnèrent le contrat de fiançailles ou de promesses de mariage, passé

entre de L... et la demoiselle B... le 3 avril 1834, devant C..., notaire : le peu de fortune de cette fille qui avait passé sa jeunesse dans la maison de la dame de L..., mère, sans avoir pu faire des économies, et qui, sortie de cette maison, se livrait à un travail peu lucratif, démontrent évidemment que la demoiselle B... ne possédait pas et qu'elle était hors d'état de compter à de L... une somme de 10.000 francs ; — Attendu que la clause relative à la constitution dotale de 10.000 francs contenue dans le contrat susdaté fut stipulé dans un temps où la famille de de L... s'opposait au mariage de celui-ci avec la demoiselle B..., où des actes respectueux étaient signifiés à la dame de L..., où de L..., continuant ses relations assidues avec la demoiselle B..., s'était retiré dans la maison de la mère de cette dernière ; — Attendu que tous ces faits établissent la preuve évidente que la clause par laquelle de L... reconnaît avoir reçu avant le contrat une somme de 10.000 francs de la part de la demoiselle B..., et à titre de constitution de dot, ne fut qu'une clause pénale ou une stipulation de dédit, en cas que, par un refus de L..., la promesse de mariage qu'on lui avait fait souscrire ne fût pas suivie d'exécution ; — Attendu que les clauses pénales pour cause d'inexécution de promesse de mariage sont essentiellement réprouvées par les lois ; — Qu'elles ne constituent pas un lien de droit et ne sont pas obligatoires ; — Que, dès lors, le jugement dont est

appel ayant déclaré valable une obligation illicite et condamné de L... au remboursement de la somme de 10.000 francs, formant l'objet d'une constitution simulée, faite en fraude des lois et de l'ordre public, doit être réformé quant à ce chef ; — Attendu que, quoique l'inexécution d'une promesse de mariage ne puisse donner lieu à des dommages-intérêts à raison du gain qu'aurait pu faire la personne qu'on refuse d'épouser, néanmoins, suivant une jurisprudence constante conforme à l'équité naturelle et aux dispositions expresses de l'article 1382 du Code civil, cette personne a droit à des dommages-intérêts à raison de la perte et du préjudice qu'elle a éprouvés ; — Attendu qu'il résulte des faits du procès que le refus de L..., après un contrat public, après des actes respectueux signifiés à sa requête et après une longue fréquentation, a occasionné un préjudice réel, une perte notable à la demoiselle B... ; — Que dans ces circonstances, l'appréciation du préjudice dont la réparation ne saurait lui être refusée s'élève à une somme de 8.000 francs et qu'ainsi il est de toute justice que cette somme lui soit adjugée à titre de dommages-intérêts ; — Par ces motifs, jugeant en vertu du renvoi à elle fait, par l'arrêt de la Cour de cassation du 11 juin 1838 ; disant droit sur l'appel principal interjeté par de L... du jugement rendu par le Tribunal de Sainte-Affrique (Aveyron) le 20 janvier 1835.

**Cour de Toulouse, 13 mai 1842**

(Dalloz, *Répertoire général*, art. *Mariage*, § 89, p. 182-183).

..... Attendu qu'un contrat public du 28 mai 1840 régla les conventions civiles de leur future union. Après une promesse aussi solennelle, les assiduités et les fréquentations continuèrent, il y eut même plus de liberté, les occasions se multiplièrent davantage... ; que durant ces liaisons intimes et peu de temps après le contrat anté-nuptial, M. P... devint enceinte ; — Attendu que les dommages à accorder doivent être calculés sur le préjudice éprouvé ; qu'il est incontestable que M. P... en a souffert réellement des torts considérables, c'est le cas de lui en concéder, etc... (Jugement du Tribunal de Montauban).

**Appel à la Cour de Toulouse, arrêt du 13 mai 1842 :**

Attendu que si l'inexécution d'une promesse de mariage ne peut motiver une condamnation à des dommages, à raison du préjudice moral causé, la liberté et la spontanéité de pareils actes devant l'emporter sur toute autre considération, il n'en est pas moins vrai que s'il y a eu préjudice matériel, il doit être réparé... ; — Attendu que les premiers juges ont à tort fait entrer le préjudice moral occasionné à la fille P... par suite de la grossesse dans l'appréciation des dommages par eux accordés, il y a lieu de réduire la quotité de la somme par eux allouée ; — Par ces motifs, infirme.

Cour de Caen, 24 avril 1850

(*Journal du Palais*, 1852, 536).

... Considérant que l'inexécution d'une promesse de mariage peut engendrer une action en dommages-intérêts résultant du préjudice qu'elle a causé ; — Considérant que si le préjudice moral pouvait également donner ouverture à cette action, ce ne pourrait être que dans le cas où les circonstances du procès démontreraient que l'inexécution de cette promesse a porté atteinte à l'honneur et à l'avenir d'une jeune fille dont la séduction aurait précédé l'abandon ; — Mais considérant dans la cause que la fille F..., âgée de 27 ans, ne peut invoquer sa faiblesse et son inexpérience et se placer dans une position aussi favorable ; — Considérant encore qu'aucun préjudice matériel n'est résulté de l'inexécution de cette promesse et qu'il n'est point articulé par la demanderesse qu'elle ait été entraînée à faire des achats et des dépenses en vue de ce projet de mariage ; — Considérant enfin que les premiers juges par l'avant-faire-droit qu'ils ont ordonné ont basé l'action en dommages-intérêts sur le fait de la grossesse de la fille F... attribué à D... ; — Qu'une pareille enquête pourrait donner plus tard ouverture à la recherche de la paternité, et favoriser ainsi par des moyens indirects des demandes que la loi défend d'une manière directe et absolue ; — Par ces motifs, sans s'arrêter à la preuve offerte ; — Infirme le jugement interlocutoire dont est appel...

**Cour de Caen, 6 juin 1850***(Journal du Palais, 1852.536).*

Considérant que l'intérêt public exige que les mariages soient libres et spontanés ; qu'il suit de là qu'une promesse de mariage ne constitue pas une obligation qui puisse servir de base à une condamnation de dommages-intérêts à raison de sa seule inexécution, aux termes de l'article 1142 du Code civil ; mais qu'elle ne peut pas moins, comme tout autre fait, donner lieu, contre celui des futurs époux qui l'a rompue sans motifs, à la réparation du préjudice qu'il a causé à l'autre, d'après le principe général écrit dans l'article 1282 ; — Considérant que cette réparation doit s'appliquer à toute espèce de préjudice, quel qu'il soit, pourvu toute fois qu'il soit appréciable en argent ; qu'ainsi elle ne s'étendra pas à ce préjudice moral qui consiste dans les blessures faites à l'amour-propre et autres préjudices de ce genre, qui ne peuvent être judiciairement constatés ni pécuniairement payés, mais qu'elle doit comprendre tout à la fois les pertes matérielles actuellement réalisées et celles qui seront la conséquence nécessaire du tort fait à la réputation ; — Considérant que des lettres nombreuses écrites par B... à la demoiselle L..., il résulte positivement que, sur la foi d'une promesse formelle de mariage, des relations intimes s'étaient établies entre eux pendant plusieurs années ; que par suite de

cette intimité la demoiselle L... devint enceinte ; que B... se reconnut l'auteur de sa grossesse et, en renouvelant encore dans les termes les plus énergiques la promesse de l'épouser, promit de légitimer son enfant, qu'il fit des démarches avant et depuis la naissance de cet enfant pour le reconnaître légalement ; qu'ainsi la demoiselle L... fournit la preuve écrite de tous les faits sur lesquels elle fonde sa demande en dommages-intérêts ; — Considérant que B... ne méconnaît aucun de ces faits, qu'il n'adresse à la demoiselle B... aucun reproche qui puisse justifier ou même excuser l'inexécution des promesses qu'il lui avait faites ; — Que rien ne peut donc le soustraire aux dommages-intérêts réclamés contre lui ; — Considérant que l'arbitration qui en a été faite par les premiers juges, eu égard au préjudice causé à la demoiselle L... et aux ressources de B..., loin d'être exagérée, est d'une extrême modération ; qu'encore bien qu'ils aient dit qu'ils le condamnaient à payer la somme de 1.000 francs tant à titre d'indemnité pour le tort personnel que pour sa part dans la nourriture et entretien de l'enfant, et en outre à ladite demoiselle L... une somme de 60 francs par an à titre de secours pour l'éducation de son enfant jusqu'à sa quinzième année ; — Et que c'est en ce sens que la Cour entend confirmer le jugement ; — Par ces motifs, — Confirme le jugement dont est appel.

**Cour de Douai, 3 décembre 1853**

(Sirey, 1854.2.193).

Attendu que les promesses de mariage sont frappées d'une nullité d'ordre public comme contraires à la liberté et que cette nullité entraîne celle de la sanction pénale qui y est attachée, aux termes de l'article 1227 du Code Napoléon ; — Attendu que pour qu'il puisse résulter de l'infraction d'une telle promesse action en dommages-intérêts, il faut qu'elle ait été par elle-même la cause du dommage ; mais que, dans l'espèce, il n'apparaît en aucune façon, et qu'il n'est même pas allégué par la fille P... qu'elle ait souffert un préjudice quelconque à cette occasion ; — Attendu qu'aux termes de l'article 534 du Code Napoléon, la reconnaissance d'un enfant naturel doit être faite par un acte authentique lorsqu'elle ne l'aura pas été dans l'acte de naissance ; d'où il suit que la reconnaissance de paternité renfermée dans l'acte sous seing privé souscrit par C... le 26 août 1852, enregistré, ne peut produire aucune espèce de droits au profit de l'enfant ; — Mais attendu que cet acte porte en même temps l'aveu d'un préjudice causé à la fille P... par suite de grossesse dont C... se reconnaît l'auteur ; qu'il renferme aussi la promesse d'une somme d'argent, à titre de dommages-intérêts, et pour l'aider à élever l'enfant né de ses œuvres ; — Que cette reconnaissance d'un dommage causé, et la

promesse de le réparer, sont parfaitement licites et créent des droits au profit de la fille P... à moins qu'il ne soit prouvé qu'elles sont entachées de dol, de fraude ou de violence ; — Attendu que la preuve admise par les premiers juges est relevante.....

**Cour de Grenoble, 18 mars 1864**

(Sirey, 1860.2.170).

... Attendu qu'en première instance L... a demandé, et le tribunal l'a admis à prouver par témoins, la promesse de mariage faite à sa fille et la séduction qui suivant lui en aurait été la conséquence ; — Attendu que la promesse de mariage n'étant pas établie, les autres faits articulés (grossesse) soit en première instance, soit devant la Cour, ne sont ni pertinents, ni révélateurs du *fait de séduction* reproché à C... et du *préjudice* qui aurait pu en résulter, qu'il y a lieu dès lors de rejeter la preuve demandée et de déclarer L... non recevable et mal fondé en sa demande.

**Cassation, 16 janvier 1877**

(*Journal du Palais*, 1877.404).

... Sur le moyen unique tiré de la fausse application de l'article 1382 du Code civil ; — Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que J..., après avoir pris l'initiative de son projet de mariage avec la demoiselle B... et en avoir poursuivi les préparatifs jusques

et y compris le contrat notarié, a brusquement, et sans exprimer de motifs, fait connaître sa volonté de n'y plus donner suite ; que cette rupture a été le résultat d'un pur caprice, et que cette légèreté a causé à la demoiselle B... une grave atteinte, soit dans sa réputation, soit dans ses intérêts matériels, à raison de l'exercice de sa profession et des obstacles qui en résulteront pour son établissement futur ; qu'il constate, en outre, qu'à l'occasion de ce projet, la demoiselle B... a fait des dépenses qui constituent pour elle une perte ; — Attendu que dans ces circonstances, la Cour de Lyon a justement décidé que le préjudice souffert par la demoiselle B... avait pour cause une faute de J... et qu'il lui en doit réparation ; que l'application qu'elle a ainsi faite des dispositions de l'article 1372 du Code civil est juridique et ne viole aucun des principes de notre loi ; — Rejette...

**Cour de Bordeaux, 8 mai 1900**

(Dalloz, 1902.1.46).

Attendu, en droit, que si les promesses de mariage ne créent pas une obligation civile ayant sa sanction dans l'article 1142 du Code civil, elles peuvent cependant, à raison de la faute dont serait accompagnée leur rupture, donner lieu en vertu de l'article 1382 à la réparation de leurs conséquences dommageables ; — Attendu que les premiers juges ont à bon droit fait ap-

plication de ces principes à la demande formée par la demoiselle G. J... contre Maurice G... ; que la faute de celui-ci est en effet certaine et qu'elle a causé un préjudice à la demoiselle J... ; — Attendu qu'à la suite de l'accueil favorable fait à sa demande en mariage en novembre 1897, M. G... n'avait auprès de la demoiselle J... négligé aucun des soins devant en elle déterminer une pleine confiance dans la prochaine réalisation de leur projet d'union ; que les publications légales furent faites avec son concours aux dates des 6 et 13 février 1898 en vue du mariage qu'on avait le projet de célébrer à la fin dudit mois et pour lequel d'un commun accord on choisit la date du 8 mars... ; — Attendu qu'après des difficultés survenues et dont aucune ne subsistait, la date fut fixée au 2 avril pour la célébration du mariage civil et religieux à Paris ; que G..., alors à Paris auprès de sa fiancée, laissa s'accomplir les préparatifs de cette double cérémonie et concourut dans la mesure le concernant aux formalités qu'elle rendait nécessaires ; que cependant et malgré la confiance qu'il avait laissé concevoir à Edith J... dans la célébration du mariage à la date par eux choisie, il lui adressait de Libourne, le 30 mars, le télégramme qui a été visé par les premiers juges dans lequel il déclarait qu'il était souffrant et que le mariage ne pouvait s'accomplir au jour fixé ; qu'aucune raison grave ne l'empêchait de se rendre à Paris et que le lendemain il dé-

jeunait chez un de ses amis à Libourne... ; — Attendu que la rupture à laquelle s'était résolu G... après de longues fiançailles au moment où elles allaient se terminer par la célébration du mariage ne peut trouver une sûre explication suffisante dans le doute et les inquiétudes dont il se sentait alors assiégé et qu'il ne les peut rattacher à aucun incident auquel la demoiselle J... se soit trouvée mêlée, qu'il a donc tout au moins encouru le reproche d'avoir agi dans les circonstances avec une imprudence qui constitue à sa charge une faute justifiant la demande formée contre lui ; qu'il n'est pas douteux que la demoiselle J... a au résultat de cette faute subi un préjudice dont il lui est dû réparation ; — Attendu qu'outre les dépenses qu'elle avait dû faire en vue du mariage rompu à la veille de la célébration et qui ont atteint un chiffre important, il doit être tenu compte du tort grave que lui a causé une rupture dont ont souffert sa délicatesse et sa dignité et qui peut dans l'avenir continuer à lui nuire.

**Cassation, 12 novembre 1901**

*(Journal du Palais, 1902.1.237).*

Attendu que si le seul fait de l'inexécution d'un mariage projeté ne peut, par lui-même, motiver une condamnation à des dommages-intérêts, puisqu'une telle condamnation porterait une atteinte indirecte à la liberté du mariage, il en est autrement lorsque son

inexécution est accompagnée de circonstances indépendantes de la rupture elle-même et constituant une faute dommageable ; — Or attendu que de l'ensemble des motifs de l'arrêt attaqué, qui s'est approprié ceux des premiers juges, il résulte que G., après avoir en septembre 1897 demandé en mariage la demoiselle T... et arrêté régulièrement ses fiançailles avec elle, fit par la suite tout le nécessaire pour l'autoriser à compter sur la réalisation du mariage projeté, dont la célébration fut d'abord fixée d'un commun accord au 25 janvier 1898 ; que sur la demande de G., cette cérémonie fut remise au 8 février et finalement au 2 avril, tandis que, pendant tout ce temps, le demandeur s'appliquait, par tous les moyens, à entretenir chez la défenderesse éventuelle les très légitimes espérances qu'il lui avait fait concevoir ; que toutes les difficultés par lui soulevées avaient été successivement aplanies à son entière satisfaction et que toute liberté lui fut laissée pour les stipulations du contrat de mariage dont la rédaction avait été, sur sa demande, confiée à son propre notaire ; — Attendu que non seulement il concourut aux publications légales, mais que, se trouvant à Paris dans les derniers jours du mois de mars, auprès de sa fiancée, il prit part, de concert avec elle, à l'accomplissement de toutes les formalités que rendait nécessaires la célébration prochaine tant du mariage civil que de la cérémonie religieuse ; mais qu'étant reparti pour L..., il

adressa de cette ville, le 30 mars, l'avant-veille seulement de leur mariage, un télégramme à sa fiancée lui annonçant qu'il était souffrant, et que le mariage ne pouvait s'accomplir au jour fixé; qu'aucune raison grave ne l'empêchait cependant de se rendre à Paris; qu'ayant accepté ultérieurement un rendez-vous avec la tante de sa fiancée dans un hôtel de Bordeaux, il ne s'y rendit pas et se borna à faire remettre à ladite dame une lettre par laquelle il reprenait définitivement sa parole; — Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, ainsi relevés par l'arrêt attaqué, que le demandeur a, tout au moins, à se reprocher d'avoir agi avec une imprudence qui constitue à sa charge une faute justifiant la demande formée contre lui et qu'il n'est pas douteux que la défenderesse éventuelle a, par suite de cette faute, souffert un préjudice dont il lui est dû réparation; — Attendu qu'en confirmant, dans ces circonstances, le jugement du tribunal de L... qui avait prononcé contre le demandeur une condamnation à des dommages-intérêts au profit de la défenderesse éventuelle, l'arrêt attaqué, d'ailleurs régulièrement motivé, a fait de l'article 1382 du Code civil une application juridique et n'a violé aucun des autres textes invoqués; — Rejette.

**Cour de Paris, 27 décembre 1905**

*(Journal du Palais, 1906.2.239).*

Considérant qu'en 1890, l'appelant J..., employé à la Compagnie du Nord, et l'intimée C. F..., lesquels n'avaient d'autres ressources que le produit de leur travail, se sont mis à vivre en commun ; qu'une fille est née le 27 août 1895 ; qu'elle a été immédiatement reconnue par J... ; que, deux ans et demi plus tard, le 24 janvier 1898, elle était également reconnue par la demoiselle F... ; qu'à la suite de divers dissentiments survenus en 1901 et 1902, J... prit le parti de mettre fin à ses rapports avec l'intimée ; qu'à la date du 29 avril 1902 les parties réglaient leurs comptes respectifs ; que J... était reconnu débiteur pour le mobilier et la pension de l'enfant d'un reliquat de 200 francs ; qu'il remettait cette somme à la demoiselle F..., laquelle lui délivrait une quittance « pour solde de tous comptes entre nous » ; qu'à partir de leur séparation, J... a versé chaque mois à l'intimée la somme convenue de 50 francs pour l'entretien de leur petite fille ; que telle était, d'après les pièces du procès, la situation de fait existant entre les parties, lorsqu'à la date du 19 juin 1903, la demoiselle F..., prétendant qu'elle n'avait accepté et continué la vie commune que sous la foi d'une promesse de mariage, a formé contre ce dernier une demande en 5.000 francs de dommages-intérêts. — En ce qui touche

la demande en 5.000 francs de dommages-intérêts : — Considérant que le fait d'une promesse de mariage peut, dans certaines circonstances, donner lieu, dans les termes de l'article 1382 du Code civil, à une action en réparation du préjudice qui a pu en résulter ; que toutefois l'intimée n'apporte, à l'appui de sa prétention, aucune sorte de justification ; qu'elle se borne à alléguer, dans une articulation de faits, d'ailleurs peu précise, sa jeunesse, les assiduités de J... et les engagements répétés de ce dernier ; — Considérant qu'en 1890, l'intimée avait 20 ans ; qu'elle vivait seule ; que depuis plusieurs années, elle travaillait hors de chez elle, et qu'elle se trouvait en état de résister à des poursuites et à une entreprise de séduction ; qu'elle habitait la même maison que J... dont l'âge correspondait au sien ; qu'ils étaient l'un et l'autre dans une condition semblable et qu'en associant leurs existences et leurs salaires, ils cédaient à une inclination réciproque et à une égale préoccupation d'intérêts ; qu'aussi bien leur liaison s'est prolongée pendant 12 années, et qu'il convient de noter que dans la correspondance de J... on ne saurait découvrir la moindre allusion à une promesse ou à des projets de mariage ; que la naissance d'Yvonne J... en 1895, ayant nécessairement posé la question de la légitimation de cette enfant, ses parents l'ont seulement reconnue et par des actes séparés, et qu'ils ont continué à vivre ensemble, comme par le

passé, pendant sept années, alors qu'à aucun moment, durant le cours de leurs relations, rien n'a jamais formé aucun obstacle à leur mariage ; qu'à l'époque de leur rupture, ils ont pris le soin de procéder au règlement de leurs comptes et d'arrêter le chiffre de la pension afférente à l'entretien de leur enfant, et qu'une année entière s'est écoulée sans que l'intimée ait songé à présenter sa réclamation actuelle ; que ces diverses circonstances et l'ensemble des éléments du débat démentent les articulations proposées par l'intimée ; — Par ces motifs, — Réforme pour partie le jugement dont est appel, et, en conséquence, déboute la demoiselle F... de sa demande en dommages-intérêts, ainsi que de toutes ses conclusions tant principales que subsidiaires à cet égard.

## CHAPITRE V

### ANCIEN DROIT

Le droit ancien connut deux formes de fiançailles : les *sponsalia de præsentì* et les *sponsalia de futuro*.

Dès que le mariage cessa d'être un contrat purement consensuel et qu'il fut soumis à certaines formalités, les promesses par paroles de présent furent vues avec défaveur, puis absolument prohibées après le Concile de Trente qui fit de la bénédiction nuptiale l'élément essentiel du mariage. Les promesses par paroles *de futuro* se maintinrent, car il y avait aux yeux des contemporains une différence bien marquée entre les deux ordres d'engagements, ceux-là n'étant que le prélude d'un fait dont les autres étaient l'accomplissement même ; ces *sponsalia de futuro* aboutissaient à des mariages irrévocables, parce qu'ils étaient sérieusement préparés et les préliminaires d'un contrat croissent en importance avec le contrat lui-même.

Ces fiançailles ou l'engagement de contracter mariage produisaient des effets juridiques importants.

L'obligation de contracter mariage était juridiquement obligatoire et était sanctionnée par le droit ; la

victime avait l'*actio de sponsu*, et pouvait contraindre l'auteur de la rupture à exécuter la promesse.

Mais comme il s'agissait d'un acte essentiellement psychologique, la contrainte ne pouvait s'exercer qu'indirectement, et le juge pour vaincre les résistances excommuniait le récalcitrant.

Les fiançailles créaient de plus un empêchement au mariage que l'un des deux fiancés eût voulu contracter avec une tierce personne, et même avec l'un des parents de l'autre fiancé.

Malgré leurs effets juridiques très importants, aucune condition de forme n'était exigée pour la validité des fiançailles ; on prêtait quelquefois serment, mais ce serment n'était pas exigé, il était de simple tradition.

Pour que les fiançailles soient valables, la seule condition, unique et suffisante, était la capacité des fiancés, et cette capacité nécessaire était fixée pour l'âge de 7 ans et ceci s'explique, car les fiançailles avaient au moyen âge une extrême importance, parce que, nous dit M. Esmein, les mariages étaient surtout des alliances entre deux familles destinées à maintenir ou à rétablir la paix entre elles ; mais pour qu'elles produisent pleinement le résultat désiré, il fallait qu'elles interviennent bien longtemps avant l'époque où le mariage, gage de paix, serait réalisable.

Et les enfants de 7 ans peuvent valablement se fiancer sans aucune autorisation.

En affranchissant le mariage de l'autorité familiale, le droit canonique en avait également affranchi les fiançailles, et il décida que la jeune fille qui aurait été fiancée valablement par ses parents, mais sans avoir été consultée, pourrait refuser d'exécuter la promesse, car, dit le droit canonique, les fiançailles sont une chose spirituelle, et quant aux choses spirituelles, l'enfant *jure canonico* est affranchi de la puissance paternelle.

Les fiançailles une fois conclues ne pouvaient plus être rompues arbitrairement par la volonté de l'une des parties en cause.

Elles étaient indissolubles, de l'indissolubilité des contrats, les parties pouvaient mettre fin à leur projet de mariage par le *mutuus dissensus*, et même par la volonté d'un seul, mais pour des raisons limitativement déterminées.

L'idée qui domine dans l'ancien droit est que les fiançailles constituent un contrat valable ; en cas de rupture, des dommages sont alloués à la victime et constituent un dédit d'ailleurs d'un taux généralement assez élevé.

La grande Chambre du Parlement de Paris condamne en 1703 le sieur Maynon, conseiller au même Parlement, à 60.000 livres de dommages-intérêts pour rupture de fiançailles. Le 28 mars 1863, le même Parlement, confirmant un arrêt du Châtelet, condamne le

sieur François Secq à 12.000 livres (1) et ces dommages-intérêts dérivent de la nature même de la convention et non pas d'un délit, « car l'action en injures, dit Fournel (2), a pour objet la réparation d'un dommage souffert contre le gré et à l'insu de celui qui se plaint ». Or la promesse de mariage n'est pas un dommage.

Dans l'ancien droit, sauf le droit de la personne sur la personne, le *consortium omnis vitae* est réalisé dans le domaine des intérêts matériels ; dans les dommages-intérêts alloués, on ne tient compte non point seulement de l'étendue du préjudice, mais des situations sociales respectives des deux parties en cause ; le montant est proportionné aux besoins sociaux de la victime et à la fortune de la partie en faute.

Les tribunaux avaient grand pouvoir d'appréciation ; ils pouvaient même réduire les clauses pénales si elles leur paraissaient exagérées.

Ce pouvoir fait ressortir le caractère essentiellement provisoire des fiançailles qui était de n'accorder aucun droit sur la personne, résultat auquel on serait arrivé si la clause pénale avait été trop lourde et que pour s'y soustraire la victime eût dû exécuter la promesse ; un autre trait du caractère provisoire, c'est la rupture prononcée par le juge ecclésiastique à une époque où l'on ne connaissait pas le divorce.

(1) Merlin, *Rép.*, *Peines contractuelles*, § 3.

(2) *Traité de séduction*, éd. 1781, chap. II, § 3 et 4.

## CHAPITRE VI

### CONCLUSIONS

Nous venons de voir au cours de ce travail que la promesse de mariage, loin de présenter les caractères d'un contrat illicite, renferme au contraire les éléments d'une convention parfaite, puisqu'elle suppose un consentement essentiellement libre ; que la liberté de ce consentement ne saurait en aucune manière être atteinte par la crainte d'une condamnation pécuniaire en cas de rupture de la promesse, parce que ces condamnations généralement minimales, toujours d'ailleurs proportionnées à la fortune des parties en cause, ne sont nullement de nature à pouvoir influencer les futurs époux dans des déterminations aussi graves qu'est le mariage.

La condamnation à des dommages-intérêts n'étant point encourue quand l'auteur de la rupture peut invoquer en sa faveur des faits qui le libèrent de l'obligation contractée, et étant au contraire encourue quand rien ne justifie sa rupture, cette condamnation, disons-nous, est plutôt d'un exemple salubre, car elle invite tous ceux qui se proposent à contracter mariage à ne pas

s'engager à la légère, mais à mûrir leurs décisions et à réfléchir sur leurs conséquences.

Un acte est libre quand, après avoir été jugé, il est voulu ; liberté équivaut à jugement réfléchi et à volonté consciente ; dès lors le mariage sera d'autant plus libre qu'il aura été plus longtemps prémédité, et la promesse de mariage qui n'est autre chose que les préliminaires indispensables du mariage lui-même est un acte aussi profondément libre que peut l'être tout acte humain.

Rien ne s'oppose donc à ce que notre contrat soit régi par les lois générales du droit commun.

Si nous avons besoin de justifier autrement que par ses caractères propres la validité de la promesse de mariage, nous trouverions la justification dans le caractère obligatoire reconnu à d'autres actes juridiques où pourtant la liberté nécessaire au mariage est autrement compromise que dans les promesses volontairement contractées et acceptées ; nous voulons parler des donations et des legs portant obligation pour le bénéficiaire de se marier et même de se marier avec une personne désignée par le disposant ; et ces legs sont déclarés valables parce qu'ils ont pour but de favoriser le mariage.

Mais le but de la promesse de mariage est le même, sa cause est essentiellement louable et morale ; cette convention a pour base la confiance et la bonne foi et touche aux sentiments les plus respectables, et nous croyons qu'elle peut avoir son intérêt juridique.

De ce que la promesse de mariage est une convention ayant force obligatoire, la rupture d'une telle promesse sera donc une inexécution de contrat et comme telle gouvernée par l'article 1142.

Nous croyons qu'en dehors d'un intérêt de principe, la substitution de l'article 1142 à l'article 1382, dans la question qui nous occupe, présente un intérêt pratique au point de vue de la preuve à fournir.

Ce n'est plus au demandeur, en l'espèce la victime de la rupture qui aura, comme elle le serait obligée par l'article 1382, à faire la preuve de la faute du défendeur et la preuve du préjudice moral toujours très malaisée, ce sera au contraire à l'auteur de la rupture d'invoquer et de prouver les motifs qui le libèrent ; et nous croyons que c'est là un résultat appréciable, car en dehors de toutes difficultés, un principe de droit vaut plus qu'un fait même en sa faveur et même prouvé.

## CHAPITRE VII

### LA PROMESSE DE MARIAGE DANS LES PAYS ÉTRANGERS

#### En Angleterre.

La promesse de mariage se confond en Angleterre avec le mariage lui-même ; parler de la promesse de mariage, c'est nécessairement parler du mariage, et inversement il n'y a pas de mariage s'il n'y pas eu promesse.

Il y a lieu de distinguer entre la promesse civile ou le mariage civil et la promesse religieuse ou le mariage religieux ; les contractants sont libres de choisir entre les deux formes de promesse ; mais une seule suffit ; aucune solennité n'est imposée pas plus pour l'une que pour l'autre, aucune publicité n'est exigée, aucune formalité n'est essentielle.

Ce qui importe, c'est qu'il y ait eu consentement et échange de promesse de contracter mariage.

Pour que la promesse civile ou le mariage civil appelé aussi mariage irrégulier ait une efficacité complète, il suffira aux deux contractants de se présenter devant le registrar ou l'employé chargé de garder les

livres de la paroisse et de lui déclarer qu'ils ont l'intention de se marier.

Sept jours après ce préavis, les futurs époux reviennent avec deux témoins devant le registrar pour signer leur déclaration antérieure et l'union est conclue, elle est parfaitement légale ; les témoins apposent également leur signature sur le registre.

Remarquons d'ailleurs qu'aussi bien le préavis que les témoins ne sont pas indispensables, car à défaut de témoins, le registrar s'en passe et le préavis est facilement réduit, moyennant une certaine redevance, de sept à trois jours.

Les témoins ne servent que pour la preuve du contrat, ils ne contribuent en rien à la nature juridique de la promesse ; de même le préavis de sept jours, facilement réductible, n'est que pour faciliter l'identité des parties en cause, car aucune pièce authentique d'identité n'est nécessaire pour la célébration de ce mariage ; ce mariage en somme, nous le voyons, se résume en une simple promesse, équivalant aux *verba de præsenti* dans l'ancien droit.

La promesse de contracter mariage dans un délai indéterminé, les *verba de futuro*, vaut mariage si elle a été suivie de cohabitation.

Suivant le principe *locus regit actum*, et suivant le principe anglais que l'on peut toujours se marier selon les habitudes du pays où l'on se trouve, ces mariages

valables pour tout Anglais le sont également pour tout étranger qui séjourne en Angleterre, pourvu qu'ils aient aussi bien les uns que les autres vingt et un jours de résidence (quinze jours suffisent, selon les circonstances), dans l'endroit où ils engagent leur parole (1).

Quant à la promesse religieuse ou mariage religieux, elle se fait sous la forme d'un serment qui peut être prêté au besoin par l'un des deux fiancés au nom des deux et par lequel les futurs époux affirment être majeurs et ne connaître aucun empêchement à leur mariage. Moyennant une dispense qui est accordée par le bureau de l'Enregistrement et qui varie de 2 livres à 50 livres, les fiancés peuvent être autorisés à se marier le jour même où ils ont promis de contracter mariage ensemble, sans aucune formalité préliminaire. Au cas où le serment serait faux, la pénalité encourue serait grave, mais le mariage n'existerait pas moins et aurait son plein et entier effet.

Ce qui fait donc le caractère essentiel du mariage en Angleterre, c'est la promesse même de le contracter ; toute solennité est supprimée : pas de formalité, pas de publicité, si ce n'est ce préavis de sept ou de trois jours adressé au conservateur des registres de la paroisse.

On comprend donc aisément qu'en cas de rupture, des dommages soient encourus, puisqu'il y a nécessai-

(1) Johson, *Le mariage en Angleterre, France judiciaire*, 1904.  
Grunspan 6

rement et fatalement inexécution d'un contrat. La jurisprudence anglaise s'attarde dans ce cas beaucoup moins au préjudice occasionné qu'à la faute, et les Exemplary damages sont une sanction, une peine infligée à l'auteur de la rupture ; la somme allouée est d'autant plus forte que l'auteur de la rupture aura plus démérité, et si aucune faute ne lui est imputable, la victime ne pourra prétendre à aucune indemnité.

## Etats-Unis.

Ce qui domine la législation américaine au titre du mariage, c'est la préoccupation constante de rendre le mariage facile.

En rendant le mariage facile, la loi américaine croit pouvoir par là même supprimer le concubinage, car ce qui empêche selon elle les unions légitimes, c'est la multiplicité des formalités exigées.

Bien que chaque Etat en Amérique possède sa législation civile qui lui soit propre, et bien qu'il n'existe pas de loi fédérale réglant le mariage d'une manière uniforme, le même esprit règne partout.

La promesse de mariage vaut mariage.

Pour que cette promesse soit valable, qu'elle ait le caractère obligatoire, il suffit qu'il y ait eu un échange de consentement libre, une parole engagée entre les parties.

La présence même des témoins est inutile, car ils n'ajouteraient rien à la valeur de la promesse.

De même toute cérémonie, fût-elle civile ou religieuse, n'étant qu'une vaine parade sans aucun sens précis, est par cela même supprimée.

Ce qui fait la gravité du mariage, c'est la parole don-

née et nul ne peut la retirer à moins de circonstances tout à fait sérieuses ; ces circonstances devront être prouvées ; la promesse, elle, n'est pas prouvée, elle est présumée et ce qui est tout à fait curieux, c'est que rien ne saurait faire tomber cette présomption, sauf la preuve de l'impossibilité matérielle que cette promesse ait pu être faite.

Si cette excessive simplification des actes peut avoir certains avantages, elle a assurément des inconvénients, et non des moindres ; l'absence de toute solennité, si elle facilite le mariage, le facilite à outrance, et rend les cas de bigamie fréquents (1) ; rien de plus aisé que ces promesses secrètes et les conséquences en sont fâcheuses.

Aussi la loi américaine essaie-t-elle aujourd'hui de recommander aux époux une petite publicité, telle que l'annonce dans un journal, etc... ; mais ce ne sont là que des recommandations, ce ne sont point des prescriptions.

Cette législation conforme au droit anglais, dans son aspect général, semblable à celle qui était observée en France avant l'ordonnance de Blois, est d'ailleurs fort vantée par les jurisconsultes américains et anglais.

(1) Voir *Revue des Deux-Mondes*, t. XCV ; Varigny, *Le mariage et le divorce aux Etats-Unis*.

### Italie.

L'Italie, comme presque tous les pays qui ont sécularisé le mariage, a supprimé les fiançailles obligatoires.

L'article 54, en les supprimant, dispose toutefois que le fiancé victime d'une rupture pourra se faire indemniser des dépenses faites en vue de l'union projetée, mais il décide de plus formellement que pour pouvoir être invoquée à l'appui d'une demande en dommages-intérêts, une promesse de mariage devra être constatée soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé, et il ajoute que l'action devra être intentée dans l'année qui suit l'époque où la promesse aurait dû être exécutée.

## Allemagne.

Jusqu'à la loi du 26 février 1875 qui sécularisa les actes de l'état civil, le mariage était le plus souvent précédé des fiançailles contractées suivant certaines formes solennelles devant la famille assemblée et le ministre du culte ou le juge ou le notaire.

Les fiançailles créaient entre les deux familles un lien étroit et produisaient des effets juridiques importants, en ce sens que celui qui reprenait sa parole sans motifs sérieux pouvait être condamné non seulement à abandonner les présents qu'il avait faits, mais même à payer des dommages-intérêts.

Le Landrecht prussien, 2<sup>e</sup> partie, titre 1<sup>er</sup>, articles 9 et suivants (1), dispose que les enfants conçus après les fiançailles et nés avant le mariage seront en général assimilés aux enfants légitimes, et le Code saxon allait même jusqu'à considérer comme légitimes les enfants conçus avant les fiançailles et nés depuis.

La loi de 1875, article 76, dit simplement que les procès relatifs aux fiançailles sont de la compétence exclusive des tribunaux civils ; les fiançailles existent

(1) Voir Glasson, *Le mariage et le divorce en France et dans les législations étrangères en Europe*.

donc encore sous cette loi et sont régies par les lois locales antérieures; mais à partir de cette date elles ne relèvent plus sous aucun rapport des autorités spirituelles. A cet égard, la législation allemande n'a pas suivi l'exemple des autres législateurs modernes qui le plus souvent en sécularisant le mariage suppriment les fiançailles et vont même jusqu'à refuser tout effet aux promesses de mariage.

Dans le Code civil allemand promulgué le 18 août 1896 et entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1900, toute une série d'articles, de 1297 à 1303, est consacrée aux fiançailles.

Pour ce qui est de la forme des fiançailles, le Code allemand n'en exige aucune, elles peuvent être privées ou officielles, dans tous les cas il faut toujours qu'elles soient prouvées.

Quant à la capacité pour contracter des fiançailles valables, c'est sans doute la capacité du droit commun : le code ne formule pas de règles spéciales, dès lors, en nous référant aux règles ordinaires, ne pourront contracter des fiançailles valables que les personnes majeures ou les mineurs entre 7 et 21 ans assistés de leur représentant légal, les personnes qui ont la libre disposition de leur volonté et de leur esprit.

Les fiançailles sont prohibées entre parents en ligne directe, entre l'adoptant et l'adopté (art. 1310-1311), entre l'époux adultère et le complice (art. 1312), lors-

que cet adultère a été la cause du divorce et si, au mépris de ces prohibitions, les fiançailles avaient lieu, elles ne seraient pas nulles, mais elles seraient rompues, parce que sans objet, le mariage devenant impossible.

Il est certain que les fiancés peuvent d'un commun accord rompre le projet de mariage, et dans ce cas ils sont tenus à la restitution mutuelle des cadeaux, mais le dédit même de la part d'un seul est autorisé.

ART. 1299.— « Lorsqu'un fiancé rompt les fiançailles, il doit indemnité à l'autre partie, à ses père et mère ou à toutes autres personnes qui ont agi aux lieu et place des père et mère, du préjudice qu'ils éprouvent de ce que en prévision du mariage ils ont fait des dépenses ou contracté des engagements. En ce qui regarde l'autre partie, « il doit de plus l'indemniser du dommage qu'elle subit, si en vue du mariage elle a pris des dispositions concernant son patrimoine ou ses moyens d'acquérir ».

Cette indemnité n'est due qu'en tant que les dépenses, les engagements contractés et les autres dispositions étaient déterminés par les circonstances du mariage. L'obligation d'indemniser n'a pas lieu s'il existe une cause grave de dédit. L'indemnité est donc due quand il y a préjudice et quand il n'y a pas de cause grave de dédit.

Cette indemnité a un caractère obligatoire puisque la loi l'établit, et que sauf les cas qui dégagent la res-

ponsabilité de l'auteur de la rupture, elle est due en vertu de la promesse même.

Mais qu'est-ce qu'une cause grave de dédit pour le Code allemand ?

C'est une cause qui vicie le consentement ; c'est le dol, la violence, l'erreur essentielle, l'incapacité, la folie, l'attentat à la vie de l'un par l'autre, une vie déréglée, la banqueroute et la condamnation à une peine infamante ; dans ce cas, si le dédit est justifié, c'est à l'auteur de la rupture d'en faire la preuve ; mais pour que l'article 1299 s'applique, il faut que la cause qui a motivé la rupture se soit produite depuis les fiançailles.

Ainsi celui qui a juste cause de dédit ne doit aucune indemnité, mais celui qui se soustrait à l'obligation de contracter mariage sans motifs sérieux doit réparation pour le préjudice causé par sa faute.

L'article 1299 ajoute : « Si un fiancé détermine le dédit de l'autre par une faute grave, il est obligé à la réparation du dommage conformément à l'article 1298, alinéa 1<sup>er</sup>. »

Dans tous les cas, l'inexécution de la promesse ne se résout qu'en dommages-intérêts, et jamais les fiancés ne peuvent être obligés à contracter le mariage projeté. L'article 1297, en effet, dispose : « On ne peut en vertu des fiançailles intenter une action à fin de formation de mariage. »

Dans quelles proportions le dommage est-il réparé lorsque le dédit se fait sans justes motifs de rupture ?

Le préjudice matériel est prévu par les articles 1298 et 1299.

Qui que ce soit qui ait fait des frais en vue du mariage doit être indemnisé ; et cette indemnité comprend les frais proprement dits, la situation qu'on a dû abandonner, de même que celle qu'on n'a pas pu réaliser ; si une institutrice, par exemple, a renoncé à son emploi, parce que par le mariage projeté, elle jugeait sa situation à venir suffisamment avantageuse pour pouvoir y renoncer, il lui sera tenu compte dans le calcul de l'indemnité du gain qu'elle a ainsi manqué.

D'ailleurs, l'article 249 du Code, d'une portée plus générale, précise le sens de la réparation d'un dommage : « Celui qui est obligé de réparer un dommage est tenu de rétablir l'état des choses qui existerait si la circonstance obligeant à la dite réparation n'était pas survenue », c'est-à-dire qu'il faut que le dommage soit intégralement réparé, qu'il ne laisse aucune trace dans le patrimoine de la victime.

Quant au préjudice moral, celui qui porte atteinte à la bonne réputation, il est prévu par l'article 1300 qui dit : « Lorsqu'une fiancée a permis à son fiancé de cohabiter avec elle, et si les conditions de l'article 1299 sont réunies (si le fiancé a commis une faute qui occasionne à la fiancée une cause grave de rupture), elle peut exiger

un dédommagement pécuniaire apprécié avec équité, même pour un préjudice autre que celui qui atteint son patrimoine...»

« Un préjudice autre », c'est bien le préjudice moral, puisque le préjudice matériel a été déjà prévu par les articles 1298 et 1299 (cités), et cette réparation est également intégrale au cas où la rupture constitue un fait contraire aux bonnes mœurs prévu par l'article 700 ; la question de savoir quand le fait est contraire aux bonnes mœurs est toute relative puisqu'il dépend du niveau de la morale publique.

L'action en indemnité est transmissible sauf en cas de séduction, où elle reste essentiellement personnelle, et elle se prescrit par deux ans à partir de la dissolution des fiançailles.

Vu :

Le Président de la Thèse,  
PLANIOL.

Vu :

Le Doyen,  
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
*Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,*  
ISTRIA.

---



## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil.
- Bédarride.** — Traité du dol et de la fraude.
- Boistel.** — Philosophie du droit.
- Bonnier.** — Traité des preuves en droit criminel et droit civil.
- Colin.** — Les promesses de mariage. Thèse Paris, 1887.
- Colin et Capitant.** — Cours de droit civil.
- Chausse.** — De l'intérêt d'affection. *Revue critique*, 1895.
- Demolombe.** — Cours d'après le Code Napoléon.  
— Cours de droit civil.
- Duranton.** — Cours de droit français suivant le Code civil.
- Delvincourt.** — Cours de Code civil.
- Esmein.** — Le mariage et le divorce en droit canonique.
- Fenet.** — *Recueil complet des travaux préparatoires au Code civil.*
- Glasson.** — Du consentement des époux au mariage.
- Léon Giraud.** — Les promesses de mariage. *Revue critique*, 1884.  
— Le mariage et le divorce en France et dans les législations étrangères en Europe.
- Huc.** — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
- Laurent.** — Principes du droit civil.
- Merlin.** — *Répertoire de jurisprudence.*
- Marcadé.** — Explication théorique et pratique du Code civil.  
— Examen doctrinal, novembre 1852. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1853.
- Meynial.** — De la sanction civile des obligations de faire ou de ne pas faire. *Revue pratique*, 1884.
- Mantelet.** — De la réparation du préjudice moral. Thèse Paris, 1907.
- Planiol.** — Cours de droit civil.  
— Du fondement de la responsabilité. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1905.

- Saleilles.** — Théorie générale de l'obligation pour servir à l'introduction du Code civil allemand.
- De l'abus du droit. Extrait du *Bulletin de la Société d'études législatives*.
- Sourdat.** — Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats.
- Toullier.** — Droit civil français suivant l'ordre du Code.
- Vidal.** — Des moyens efficaces et organisés pour protéger les fiancés contre leurs propres fraudes.
- Desvonges.** — Les fiançailles et promesses de mariage. Thèse Paris, 1913.
- Bosc.** — Les éléments constitutifs du délit civil. Thèse Montpellier, 1907.
-

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                              | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| AVANT-PROPOS . . . . .                                                                                       | 1     |
| CHAPITRE PREMIER. — Exposé des traits essentiels de<br>la doctrine et des vues de la jurisprudence . . . . . | 3     |
| CHAPITRE II. — Article 1382 et article 1142. . . . .                                                         | 21    |
| CHAPITRE III. — Conséquences pratiques de la discus-<br>sion . . . . .                                       | 39    |
| CHAPITRE IV. — Preuve de la promesse de mariage. . . . .                                                     | 61    |
| CHAPITRE V. — Ancien droit. . . . .                                                                          | 72    |
| CHAPITRE VI. — Conclusions . . . . .                                                                         | 77    |
| CHAPITRE VII. — Promesse de mariage dans les pays<br>étrangers. . . . .                                      | 79    |
| α) Angleterre . . . . .                                                                                      | 79    |
| β) États-Unis. . . . .                                                                                       | 83    |
| γ) Italie. . . . .                                                                                           | 85    |
| δ) Allemagne. . . . .                                                                                        | 86    |
| INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. . . . .                                                                               | 93    |

---

---

A. PEDONE, Imprimeur-éditeur.

---



---

A. PEDONE, Imprimeur-éditeur.

---